

INFORMATIONS

catholiques
internationales

N° 133 – 1^{er} décembre 1960



Propagande, publicité, journaux, radio, « public relations » : est-ce le « viol des foules » ? Voir notre dossier :

LES FABRICANTS D'OPINION

1,25 N.F.

INFORMATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES

DIRECTEUR : Georges HOURDIN — Directeur adjoint : J.-P. DUBOIS-DUMÉE — Réd. en chef : José DE BROUCKER

SOMMAIRE DU N° 133

TOUR D'HORIZON

Cantorbery à Rome, par le R.P. Thomas Cowley, o.p. 1

CARNET 6

REFLEXIONS :

« Les Nouvelles Religieuses » du Père Janvier, par Hubert Beuve-Méry 3

INFORMATIONS :

De Rome : Le concile : « Comme une cité sur la montagne » 5

De France : Les autorités religieuses ajournent la démarche pour une trêve 7

Plus de 9.000 demandes de contrats scolaires 7

L'abbé Noddings est mort 7

Du Monde : *En Amérique latine* : Urgence des réformes (Congrès marial de Buenos-Ayres et Semaine interaméricaine d'Action catholique de Mexico) 8

Ceylan : Ultime appel de l'épiscopat avant la nationalisation des écoles 9

Congo (ex-belge) : Mgr Jadot : l'armature de l'Eglise tient 10

Côte d'Ivoire : Mgr Yago : la saine laïcité 10

Cuba : Mgr Boza Masvidal : ce qui manque à la révolution 10

Espagne : Mgr Cantero : ce qu'est un journal catholique 11

Le nonce stigmatise à nouveau l'attitude des prêtres basques 11

Grande-Bretagne : Réactions autour de « L'amant de lady Chatterley » 12

Pologne : Les évêques polonais et les territoires recouverts 12

Suppression de deux fêtes chômées : l'Epiphanie et l'Assomption .. 12

Porto-Rico : Le maire de San Juan devra faire publiquement pénitence 13

République Dominicaine : Deux évêques répondent aux attaques contre l'Eglise . 13

Rhodésie du Sud : Mgr Markall : contre l'arbitraire policier 13

Union Sud-Africaine : Mgr Hurley : si saint Paul était là 13

U.S.A. : Déclaration commune de l'épiscopat 13

Les catholiques ont moins voté pour Kennedy qu'on ne s'y attendait . 13

Le P. Tavard : L'Eglise catholique est-elle prête pour l'unité ? 14

Venezuela : Mgr Quintero : la légitimité du gouvernement ne fait pas de doute 14

Yougoslavie : Vers la nomination d'un délégué apostolique à Belgrade ? 14

Les femmes croates refusent l'emploi des procédés anticonceptionnels 14

NOUVELLE NON CATHOLIQUE

U.R.S.S. : « Le pape désire sincèrement la réunion des Eglises » 14

LE DOSSIER DE LA QUINZAINE :

Les fabricants d'opinion 15

DOCUMENT :

La rencontre du 2 décembre : le Dr Fisher au Vatican 27

TEMOIGNAGE :

Des prêtres parmi les pauvres : une interview de Mgr Ancel 28

ARTS ET LETTRES :

Les désordres de l'homme (la Semaine des Intellectuels catholiques) 31

Simone Weil : deux recueils 32

PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS

Abonnements ordinaires	France	Etranger	Abonnements de soutien	France
Le numéro	1,25 N.F.	1,50 N.F.		
Six mois (12 numéros) ..	13 N.F.	16 N.F.	Six mois	20 N.F.
Un an	25 N.F.	29 N.F.	Un an	30 N.F.

Cantorbery à Rome

par le R. P. Thomas COWLEY, o. p.

L'événement religieux du moment est la visite de l'archevêque de Cantorbery à Jean XXIII. Nous recensons, en page 27, les principales réactions qu'il a suscitées. Le R.P. Thomas Cowley, dominicain anglais attaché au Centre d'études Istina, le situe dans l'ensemble des attitudes et démarches œcuméniques de l'Eglise anglicane.

On ne saurait surestimer la valeur chrétienne et la signification humaine de la visite du « primat de toute l'Angleterre » au Saint-Père. Par-delà toute considération d'ordre pratique ou toute pensée de réussite, cette rencontre témoigne à la fois des fruits des initiatives œcuméniques du Pape Jean XXIII et de la poursuite d'une tradition spécifique de l'Eglise anglicane : celle d'assumer le dialogue entre chrétiens désunis et de s'offrir en tant que « Bridge-Church » (selon l'expression de Joseph de Maistre) pour leur union. C'est dire tout l'intérêt que nous avons à examiner et à réfléchir sur ce geste, son contexte et aussi ses perspectives.

Cette rencontre n'implique certes pas le retour de l'Eglise anglicane au sein de l'Eglise catholique romaine, ni même l'éventuel commencement de conversations préalables à cette fin. Mais elle sera révélatrice de l'attitude de cet interlocuteur chrétien dans un dialogue repris avec Rome.

L'archevêque, lui, espère « qu'à l'avenir, les anglicans et les catholiques romains et d'autres aussi, vont pouvoir parler ensemble librement et franchement dans un esprit d'amitié chrétienne, sans que les uns cherchent à dominer les autres. Disciples au service du même unique Seigneur, nous avons à apprendre comme les chrétiens ont presque toujours à le faire pour commencer, à parler ensemble et à dire la vérité telle que nous la voyons dans l'amour. » A peine est-il besoin de souligner le caractère tout à fait particulier de cette rencontre qui, par-delà quatre siècles de silence, lourds parfois d'inimitiés et de malentendus, restaure la possibilité de contacts personnels et francs. (Disons du moins pour ce qui est de l'archevêque de Cantorbery, que la franchise est un trait dominant de son caractère, ce qui n'est pas, à l'occasion, sans lui créer quelques difficultés avec son entourage).

Quelle a été, jusqu'à présent, l'attitude de l'Eglise d'Angleterre envers les autres communautés chrétiennes ?

A l'égard des catholiques

Pour ce qui regarde l'Eglise catholique, il y avait comme une impossibilité de voir le problème ecclé-

siastique dans une lumière proprement théologique en raison de la prédominance des facteurs historiques d'ordre politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Néanmoins, des mouvements de sympathie envers le catholicisme se sont manifestés de temps en temps sans toutefois gagner l'adhésion du grand public.

Il ne faut pas oublier que la persécution des catholiques, de l'accession d'Elizabeth en 1558 jusqu'en 1681, ne fut pas aussi féroce que celle des protestants sur le continent ; on dénombre, semble-t-il, à peine autant de catholiques mis à mort pour la foi pendant cette période que de protestants pendant les quatre ans du règne de Marie Tudor la Catholique, qui a précédé sa demi-sœur Elizabeth. Entre la fin des persécutions (1681) et 1828, les catholiques furent considérés comme des citoyens de seconde zone (1).

Le mouvement d'Oxford, né en 1833, fut au début, en partie une protestation contre l'émancipation des catholiques et la perte des privilèges anglicans. Par la suite, il devint une source de vie nouvelle aussi bien pour les catholiques que pour l'Eglise établie, mais le progrès du catholicisme sous l'impulsion du mouvement d'Oxford fut surtout une conséquence des conversions individuelles. Il y eut toujours cependant des Anglicans sympathisants au sein de l'Eglise d'Angleterre.

Trois événements ont marqué l'échec des espérances que certains anglicans de tendance « High Church » ou « Anglo-Catholique » ont toujours nourries d'un retour de l'Eglise d'Angleterre au sein de l'Eglise romaine. Il y eut : la réinstauration de la hiérarchie catholique en Angleterre en 1850 ; la bulle papale relative aux ordres anglicans en 1896 et, finalement, la fin des conversations de Malines, avec la mort du cardinal Mercier, en 1926. Ce dernier événement a eu une portée plus large que son effet immédiat sur les Anglo-Catholiques.

A l'égard des orthodoxes

Les contacts entre Anglicans et Orthodoxes ont déjà une certaine tradition. Il y a plus d'un siècle que les premières discussions eurent lieu entre les représen-

(1) Cf. les études de l'historien catholique E.I. Watkin.

L'Eglise et la reine

Plusieurs publications ont rapproché de la démarche du Dr Fisher la visite que feront à Rome au printemps prochain la reine Elisabeth II et le prince Philip, qui seront vraisemblablement reçus par le pape, qui les a d'ailleurs déjà reçus avant l'ouverture de leur règne. Les confusions sont fréquentes sur le rôle religieux de la couronne d'Angleterre.

L'Eglise d'Angleterre est une Eglise « établie », non une « Eglise d'Etat ». Les liens constitutionnels qui la lient à l'Etat lui donnent une marge considérable de liberté pour la direction de ses propres affaires. Participant à la démocratisation continue de l'ensemble des institutions britanniques depuis des siècles, les vieux corps législatifs de l'Eglise — les Chambres de Convocation de Cantorbéry et d'York — ont retrouvé beaucoup de leur ancienne vigueur. Depuis 1919, la voix du laïc anglican a les moyens de s'exprimer par sa représentation au sein de la « Church Assembly » qui compte aussi les évêques et les prêtres des deux Chambres de Convocation.

Au cours des temps, les rapports entre l'Eglise et la couronne se sont sensiblement modifiés. La reine, qui doit être en communion avec l'Eglise d'Angleterre, n'est pas en tout cas « chef » mais « gouvernante suprême » de cette Eglise. Très récemment, on l'a appelée « le laïc en qui est représentée l'Eglise d'Angleterre » : cette définition répond assez exactement à la situation actuelle vérifiable.

Enfin, bien que le choix des évêques soit entre les mains du Premier ministre, il y a toujours consultation de l'archevêque de Cantorbéry et des autres responsables anglicans. L'autorisation par les évêques, en 1928, du « Prayer Book » rejeté par le Parlement, a marqué l'autonomie acquise, de fait, par l'Eglise d'Angleterre.

tants de l'Eglise d'Angleterre et ceux de l'Eglise orthodoxe russe. Le centre de gravité de toutes les rencontres entre l'orthodoxie et l'anglicanisme a été la question de la validité des ordinations anglicanes. Incontestablement, un enrichissement théologique et historique s'est réalisé grâce à un long examen de cette question. Mais quant à la reconnaissance elle-même des ordinations anglicanes par les Orthodoxes, aucun résultat définitif n'a été acquis, la question devant être réexaminée, selon la tradition orientale, par un Concile œcuménique (des Eglises orthodoxes d'Orient). Avant de voir le Saint-Père, l'archevêque de Cantorbéry a fait le tour des centres historiques de l'Orthodoxie orientale. Une reprise du dialogue avec les Eglises orthodoxes doit obligatoirement soulever la question toujours en suspens de la validité des ordres anglicans selon les normes orthodoxes.

A l'égard des protestants

La conférence de Lambeth de 1920 a été marquée par « l'appel à tout le peuple chrétien » et le « plan Lambeth », connu sous le nom de « quadrilatère », constate que les quatre points suivants sont nécessaires et suffisants pour la réunion chrétienne : les Saintes Ecritures ; les deux Symboles des Apôtres

et de Nicée ; les deux sacrements dominicaux du Baptême et de la Sainte Cène ; et l'Episcopat historique adapté selon les besoins régionaux. En plus de sa prise de position sur les conditions de la réunion, la Communion anglicane a participé pleinement au Conseil œcuménique des Eglises et a eu, sans aucun doute, une influence positive sur l'opinion des frères séparés, en matière d'ecclésiologie et en ce qui concerne les ordres sacrés et les sacrements. Car l'Eglise anglicane accepte un triple ministère d'évêques, de prêtres et de diacres, et les sept sacrements ; la confession et l'absolution cependant, ne sont pas absolument obligatoires et l'onction des malades est davantage une partie d'un ensemble ministériel pour les malades de toutes catégories que le dernier sacrement.

Dès la fin de la dernière guerre mondiale, l'Eglise anglicane a montré un intérêt accru pour les protestantismes « classiques » (1). Déjà, un degré d'intercommunion avait été accordé à l'Eglise épiscopale suédoise, l'intercommunion plénière étant réservée à l'Eglise Vieille-Catholique et à trois autres petites Eglises épiscopales, espagnole, portugaise et des Philippines. Des conversations ont été amorcées avec les autres Eglises scandinaves, les Méthodistes et les Presbytériens écossais sans accord jusqu'ici. On sait, par ailleurs, que les ententes définitives de la Communion anglicane avec l'Eglise de l'Inde du Sud et les membres des autres Eglises Unies semblables ne seront conclus qu'après les délais nécessaires à la « régularisation » de leurs ordres, et que leur reconnaissance définitive doit attendre la décision de chaque province anglicane.

Le constitutionalisme né d'une tradition profondément chrétienne, permet aux anglicans, tant de l'Eglise d'Angleterre que des provinces autonomes, de surmonter en quelque sorte la tension engendrée par leur désir de garder leurs liens avec le passé catholique et leur dette envers la Réforme.

La communion anglicane manifeste une ouverture spontanée vers sa « gauche » protestante aussi bien que vers sa « droite » catholique et orthodoxe, sans avoir le sentiment que ces deux traditions sont incompatibles. Il y a là une volonté respectueuse et sincère de comprendre l'expérience chrétienne et humaine d'autrui et d'en profiter pour sa propre substance. D'autre part, elle a une intention, secrète aussi bien qu'explicite, d'offrir un point de rencontre et d'avancer, patiente, vers l'unité chrétienne, et de servir les grandes synthèses humaines. Le rapport de la dernière conférence de Lambeth a parlé avec autorité de la réconciliation chrétienne, de la liberté religieuse et politique et du besoin de fortifier les Nations Unies et ses organismes spécialisés.

Cette visite de simple courtoisie pourrait être l'heureux présage d'une reprise de dialogue entre Rome et Cantorbéry. Elle pourrait même ouvrir la voie à des rencontres semblables entre le Saint-Père et d'autres chefs des communions chrétiennes séparées. (Nous avons signalé plus haut que l'archevêque de Cantorbéry se rend au Vatican après une visite aux anciens Patriarcats d'Orient). Cela répondrait au désir qu'a l'Eglise anglicane de servir la cause de la réunion des chrétiens.

(1) Lutheriens, Calvinistes, Réformés et Presbytériens, Congrégationnistes, Baptistes, Méthodistes, Disciples du Christ, etc.

Le centenaire du Père Janvier

LES NOUVELLES RELIGIEUSES

par Hubert BEUVE-MERY

Il y a cent ans naissait le Père Janvier. Célèbre par ses conférences de carême à Notre-Dame de Paris, le Père Janvier a aussi été journaliste. Hubert Beuve-Méry, directeur du Monde, l'a connu tandis qu'il faisait les Informations Catholiques Internationales avant la lettre : Les Nouvelles Religieuses.

BLANCHE et massive silhouette taillée comme à coups de hache par quelque Bourdelle uniquement soucieux des volumes, tel m'apparut pour la première fois le R.P. Janvier dans la chaire de Notre-Dame voici environ quarante ans. La maigre lumière qui tombait verticalement d'une ampoule fixée en haut de la chaire accusait les ombres, accentuait encore les reliefs. La voix savamment modulée suivant les règles d'un classicisme un peu désuet emplissait sans grand effort, l'immense vaisseau où, comme au temps de Lacordaire, comme au temps du P. Monsabré, comme aujourd'hui aux pieds du P. Carré, se pressaient chaque dimanche de carême des milliers d'hommes. L'orateur, cette année-là, traitait de la vertu de force qu'il semblait lui-même admirablement incarner.

Au fil des jours, sans le recul de la chaire, l'homme apparaissait assez différent. Des yeux clairs, un visage un peu bouffi, envahi par un nez turgescent qui absorbait d'in vraisemblables quantités de tabac à priser, une sorte de gaucherie qui disparaissait tout à coup dans la colère ou l'effusion mystique, car ce fort était timide, ce rude était capable de toutes les bontés.

Pendant bien des années, avant que ne fût reconstitué le couvent du Faubourg Saint-Honoré, dont le P. Janvier fut le promoteur et par suite le premier prieur, les Pères vivaient dispersés dans Paris, le plus souvent deux par deux. Un provincial avisé, humoriste à ses heures, avait réuni dans cette demi-solitude deux êtres aussi différents, aussi contrastés que possible ; un Breton têtu mais naïf, illustre mais vite désarmé devant les menues difficultés — combien pesantes pour lui — de la vie quotidienne : le R.P. Janvier ; un Comtois ascétique et fin, au regard perçant sous ses paupières bridées, rompu à l'art d'apprécier les choses et de sonder les âmes : le

R.P. Chauvin. Tous deux abreuvés aux mêmes sources, nourris de saint Thomas, animés par la même foi et la même inépuisable générosité. On imagine de quelles anecdotes cocasses, émouvantes ou édifiantes, de telles vies furent l'occasion.

Mais plus que des souvenirs destinés à disparaître bientôt avec les derniers témoins, ce qui peut intéresser les lecteurs des *Informations Catholiques Internationales*, c'est sans doute le rôle de précurseur que fut amené à jouer le Père Janvier, flanqué naturellement de son inséparable Père Chauvin. L'idée de publier à Paris une revue collectant les informations religieuses du monde entier n'est en effet pas récente. Elle avait donné lieu, à la fin de la première guerre mondiale, à une réalisation modeste, mais qui, à l'époque, ne manquait pas d'audace. *Les Nouvelles Religieuses* avaient été fondées sous l'égide d'un quatuor qui, si mes souvenirs sont exacts, se composait d'un académicien, René Bazin, d'un curé de Paris, le chanoine Soulange-Bodin, d'un jésuite, le Père Léonce de Grandmaison, et enfin



d'un dominicain, le Père Janvier. Après quelques années, il fut décidé que le Père Janvier resterait seul directeur de la revue. N'ayant guère le temps de s'en occuper, celui-ci confia à quelques amis de l'Ordre et au Père Leseur, novice sexagénaire qui venait de préférer la vie conventuelle aux attraits du Tout-Paris et du monde des assurances, le soin de rechercher et de coordonner informations et commentaires sur la vie religieuse à travers le monde.

La revue paraissait deux fois par mois sous la forme d'un grand cahier de vingt-quatre pages à couverture grise, de présentation plutôt austère et, bien entendu, sans la moindre photographie. Après l'éditorial, articles et informations étaient invariablement répartis sous quatre têtes de chapitre : Rome, France, Hors de France et Pays

de Missions. D'abord fixé à un franc, le prix des *Nouvelles Religieuses* avait été doublé au début de 1926 pour passer à 2 fr. 50 au début de 1928. Ces augmentations successives, suivant de trop loin le rythme des dévaluations, ne devaient pas sauver la revue. Elle publiait le 1^{er} octobre 1928 son dernier numéro en annonçant à ses lecteurs qu'ils recevraient désormais *La Vie intellectuelle*. Est-ce à dessein que les derniers éditoriaux étaient remplacés par une belle étude du Père Chauvin sur « La Liturgie de la Mort dans l'Ordre de Saint-Dominique » ? Les *Nouvelles Religieuses* avaient vécu onze ans.

J'ai feuilleté, à la demande de Georges Hourdin, la collection à peine jaunie par le temps. Ce qui frappe le plus aujourd'hui, c'est peut-être un dédain altier de cette rapidité dans l'information dont on est si souvent tenté d'abuser aujourd'hui. C'est ainsi que minutieusement dépouillés, les *Acta Apostolicæ Sedis* nous apprenaient au mois d'octobre seulement que « le mardi 2 mai 1928, Sa Sainteté Pie XI a reçu en audience solennelle le Vicomte Louis Gabriel Antoine Joseph de Fontenay, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France pour la présentation de ses lettres de créance ».

C'est aussi la rigueur avec laquelle sont abordés tous les grands problèmes de la vie publique et privée, les fondements de l'Etat, la démocratie, l'impôt, le mariage, l'éducation des enfants, etc. Parfois des laïcs, de tendance généralement conservatrice, étaient admis aux honneurs de l'éditorial. « Quel est l'écervelé, écrivait Louis Bertrand, qui a lancé cette formule creuse et dangereuse : la France, nation musulmane ? Pourquoi pas la France, nation nègre... ? »

« Qui ne voit, ajoutait-il, qu'une Egypte absolument indépendante, une Egypte plus ou moins panislamiste, en tout cas farouchement nationaliste serait un centre hégémonique pour toute l'Afrique du Nord ? L'influence égyptienne recommencerait comme aux temps antérieurs à la domination punique. Quel étrange retour de l'Histoire ! En tout cas, il est certain que de sérieux mouvements nationalistes en Egypte auraient leur répercussion immédiate en Tunisie, en Algérie et jusqu'au Maroc. » C'était en 1924...

Moins réactionnaire que traditionnaliste, le Père Janvier n'avancé jamais rien qu'il ne pût appuyer sur un texte de saint Thomas ou une encyclique. Cette attitude lui valut les faveurs de *L'Action française*, tout au moins jusqu'au jour où celle-ci allait être condamnée. Léon Daudet, qui ne se flattait pas d'une observation très stricte des lois de l'Eglise, assistait souvent aux conférences de carême et demandait ensuite à voir le Père Janvier. Celui-ci était alors gratifié d'un éditorial enthousiaste dans *L'Action française*. Pour Léon Daudet, le Père Janvier parlant à Notre-Dame n'était rien de moins que « le feu de Dieu. »

La condamnation venue, le Père Janvier qui n'avait fait jusque-là nul mystère de ses sympathies, se fit, sans réticence, l'écho des décisions romaines. Dans le même numéro des *Nouvelles Religieuses* où paraissait l'avis au clergé d'avoir à traiter en « pécheur public » « tout membre militant du parti, tout lecteur assidu et non autorisé du journal condamné », l'éditorial intitulé « Obéissance » portait la signature du Père Janvier. « Il ne sera pas difficile, écrivait-il, aux chrétiens qui méditeront ces principes, de renoncer à leurs idées propres pour se soumettre à celles du chef de l'Eglise en qui ils verront le représentant de Dieu et celui que sainte Catherine de Sienne appelait le Christ en terre. Il ne leur sera pas difficile de répondre par une obéissance sans condition aux leçons et aux ordres du Saint-Père. » En réalité, si cette démarche ne comportait pour lui-même aucune hésitation, il s'en fallait de beaucoup qu'elle fût facile et allât sans quelque déchirement.

Pendant vingt-cinq ans, aucune publication ne vint occuper la place laissée vide par les *Nouvelles Religieuses* car l'objet de la *Vie intellectuelle* restait sensiblement différent. C'est seulement le 1^{er} avril 1953 que *L'Actualité religieuse dans le monde* prenait son essor sous la direction du R.P. Boisselot. Evoquant le souvenir déjà lointain des *Nouvelles religieuses*, elle se proposait de « dépouiller la presse de toutes langues, de rassembler tous renseignements possibles sur les événements et les courants de pensée qui se manifestent dans les diverses chrétientés, de les confronter, d'en dégager, s'il se peut, des indications générales sur le mouvement catholique dans le monde. »

Mais les temps sont difficiles. Pour des raisons sur lesquelles il ne m'appartient pas de revenir ici, une nouvelle mutation devait se produire deux ans plus tard. Sous le titre « Une mort, une naissance », *L'Actualité religieuse dans le monde* annonçait qu'elle cédait à son tour la place aux actuelles *Informations Catholiques Internationales*. « Etant donné que les Dominicains, était-il déclaré, ne peuvent plus s'occuper de la revue, un certain courant apostolique ne peut plus s'y exprimer. » Quant à la nouvelle revue, « sa formule rédactionnelle restera la même. Seul l'accent sera déplacé pour donner à la documentation et à l'information une place encore plus grande, tandis que les débats d'idées se trouveront sinon éliminés, du moins réduits ».

Ainsi se poursuit à travers les vicissitudes d'une époque révolutionnaire une œuvre que l'ordre dominicain avait entreprise au début même de cette révolution. Les perspectives qui lui sont ouvertes paraissent de plus en plus vastes, en dépit des menaces qui pèsent sur le monde, quand l'archevêque de Cantorbery est attendu au Vatican et que se poursuivent à Rome les préparatifs du prochain Concile œcuménique.

DE ROME

L'allocution du 14 novembre

COMME UNE CITÉ SUR LA MONTAGNE...

Devant les cardinaux, prélats et officiers de la curie romaine réunis en la basilique Saint-Pierre avec les membres et les consultants des commissions et secrétariats préparatoires, Jean XXIII a solennellement ouvert le lundi 4 novembre, à 11 heures du matin, la phase préparatoire du concile. Précédée du chant du Credo et du Tu es Petrus, la cérémonie con-

sista en l'audition recueillie d'une importante allocution en italien du Souverain Pontife. De cette allocution se dégagent : une vision sereine à la fois du temps où nous vivons et de l'entreprise engagée, un rappel des buts du concile, une information, des conseils aux commissions, des précisions sur les relations avec les chrétiens séparés.

Une sereine confiance

L'allocution de Jean XXIII témoigne d'une grande sérénité. S'agissant de l'époque où nous vivons, le pape dit bien qu'il y en eût d'autres « plus agitées et difficiles ». « Il est assurément grave de devoir déplorer les égarements de l'esprit humain tenté et entraîné vers la seule jouissance des biens de la terre, que les recherches scientifiques modernes mettent maintenant avec facilité à la portée des hommes de notre temps. Dieu nous garde cependant d'en exagérer les proportions au point de faire croire que le ciel de Dieu est désormais définitivement fermé au-dessus de nos têtes et qu'en vérité les ténèbres se sont étendues sur toute la terre et qu'il ne nous reste rien d'autre à faire que d'arrosier de larmes notre pénible chemin. »

« Non, le Christ, le Fils de Dieu et notre Sauveur, n'a pas quitté le monde qu'il a racheté ». Et l'Eglise est toujours l'Eglise du Christ. Il n'y a pas lieu de dramatiser sa situation, ni de craindre pour son avenir. On peut déjà voir se dessiner les promesses du concile. « A estimer justement les premières impressions suscitées dans le monde entier par la simple annonce du concile, bien des motifs permettent de présager et en quelque sorte de goûter déjà le spectacle de la jeunesse immuable et toujours florissante de ce chef-d'œuvre de l'action rédemptrice du Christ qu'est l'Eglise catholique. » « L'incertitude et l'émotion quasi-sacrée des premiers débuts, semble confier Jean XXIII, se transforme rapidement en assurance courageuse, surtout si les éclaircies qui se succèdent à l'horizon révèlent par degré l'intervention du Seigneur, qui vient illuminer, encourager à aller de l'avant avec courage et décision. »

Que sera le Concile ?

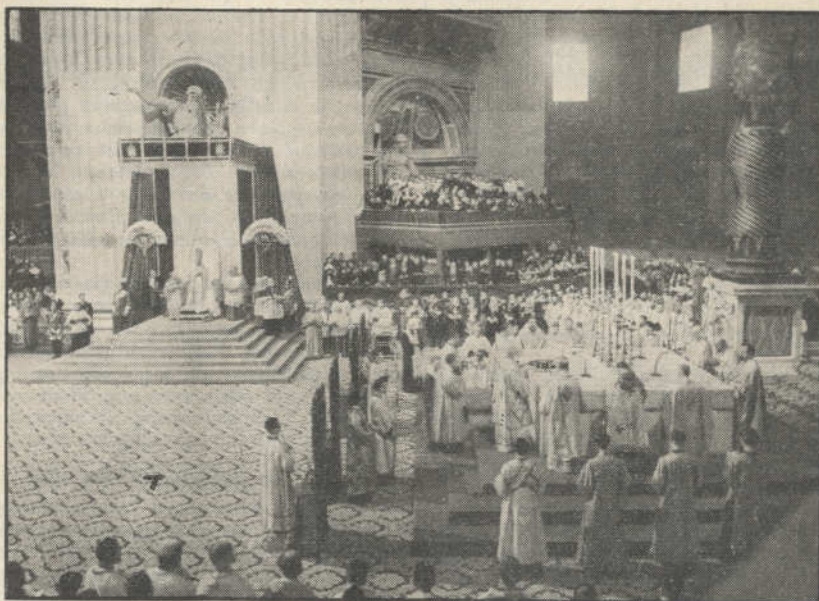
Sur les vingt conciles œcuméniques du passé, cinq « ont répondu surtout à des préoccupations d'exactitude doctrinale,

diverses et importantes, concernant l'enseignement de la foi, à mesure que des hérésies et des erreurs tentaient de pénétrer dans l'Eglise ancienne en Orient et en Occident » : Nicée, Ephèse, Chalcédoine, Trente et Vatican I. Les quinze autres furent surtout marqués par le souci « de raffermir ou de diriger des consciences troublées en présence d'événements de caractère religieux ou politique, ayant cependant presque toujours trait aux buts suprêmes du magistère ecclésiastique ou au service de l'ordre, de l'équilibre et de la paix sociale ». C'est dans cette seconde catégorie de conciles que se rangerait Vatican II :

« A l'époque moderne, dans un monde à la physionomie profondément changée et qui a peine à se maintenir contre les séductions et les dangers de la recherche presque exclusivement des biens matériels, dans l'oubli où dans l'affaiblissement des principes d'ordre spirituel qui caractérisaient la pénétration et l'extension de la civilisation chrétienne à travers les siècles, à l'époque moderne, donc, plus que de tel ou tel point de doctrine ou de discipline qu'il faudrait ramener aux sources pures de la Révélation et de la Tradition, il s'agit de remettre en valeur et dans toute sa lumière toute la substance de la pensée et de la vie humaine et chrétienne, dont l'Eglise est dépositaire et maîtresse pour les siècles ».

« Nous attendons, dit d'autre part Jean XXIII, de grandes choses du concile, qui veut être un renouveau des forces de la foi, de la doctrine, de la discipline ecclésiastique, de la vie religieuse et spirituelle, contribuer à la réaffirmation des principes d'ordre chrétien dont s'inspire et sur lesquels repose le développement de la vie civique, économique et sociale. »

Et encore : « La célébration d'un concile de l'Eglise catholique implique



13 novembre : chapelle pontificale de rite byzantin.

Jean XXIII : « L'Eglise n'est pas un musée de choses antiques. Elle est la vieille fontaine du village qui donne de l'eau aux générations. »

l'étude de tout un ensemble de relations assurant l'union non seulement des individus et des familles, mais encore de toutes les nations, sur lesquelles repose la vie en commun de l'humanité. »

Ouvert sur le monde et sur ses problèmes actuels, le concile n'en a pas moins pour cela « sa propre sphère d'action : il domine comme une cité sur la montagne, s'occupant d'abord exclusivement de ce qui concerne l'Eglise catholique notre mère et son organisation interne actuelle ».

Où en sont les travaux ?

L'information se rapporte à l'état actuel des travaux. « Durant la phase anté-préparatoire, on a pu déjà rassembler et apprêter un précieux matériel de recherche et d'étude. Evêques, prélats, congrégations romaines, universités expriment leurs vœux paisibles, motivés, suggestifs, concernant divers problèmes

Discretion, patience, confiance

« Il est naturel que l'amour du silence, le sens de la mesure, le respect mutuel distinguent et illustrent les études et les réunions. Tout, dans le concile doit être entouré d'une grande réserve et du souci que chacun se tienne à sa place. » Ces consignes s'appliquent sans doute aux membres des commissions qui sont d'autre part appelés à être « particulièrement attentifs aux désirs et aux propositions des évêques, Pères vénérables de la noble assemblée ». Elles ont aussi une plus large portée. En rapportant avec amertume l'écrit « d'un des esprits les plus agités et les plus en faveur » qui, à la veille de Vatican I, prophétisait dans une adresse aux évêques « l'évidente agonie d'une religion mourante, et par conséquent l'aube prochaine d'une autre religion », Jean XXIII souligne « l'inanité du défi et de la prophétie, et appelle à la vigilance à l'égard « de ces prophètes de Baal — et il en existe toujours — dont les visions ne sont que mensonges et folies ».

C'est sous le signe de la « patience persévérante » et de la « confiance courageuse » que Jean XXIII place la préparation du concile.

Les chrétiens séparés

La discrétion, la patience et la confiance sont aussi demandées à ceux qui « ne partagent pas intégralement la foi catholique ». Sans doute, « l'attention respectueuse » suscitée « même en dehors des limites de l'Eglise catholique » par les premières informations sur le concile « nous console et nous fait goûter à l'avance la joie de l'unité de tous les croyants dans le Christ ». Mais le concile devant « s'occuper d'abord exclusivement de ce qui concerne l'Eglise catholique », « nous voulons espérer que ceux qui, sans partager intégralement la foi catholique, désirent avec loyauté et confiance des informations sur les travaux du concile, ne trouveront pas inopportune ou peu courtoise notre invitation à attendre que les Pères et consultants des commissions aient accompli leur travail et que tout soit prêt et mieux disposé pour des contacts plus élevés de l'intelligence, du cœur et de la vision naturelle ».

Cette invitation ne met pas en cause la raison d'être du Secrétariat spécial institué tout exprès pour « répondre aux demandes d'information de nos frères, bien dignes de respect encore que séparés, qui désirent suivre l'œuvre du concile dans la vérité, le respect, la bonté et une aimable discrétion ».

Ce que catholique veut dire

Il est un passage de l'allocution, que Jean XXIII termine sur une évocation de l'Eglise du silence, qui attire enfin particulièrement l'attention. Il montre bien que, si le concile est une affaire intérieure à l'Eglise, l'Eglise, elle, n'est pas un ghetto replié sur lui-même, mais la famille du Christ, une famille ouverte sur le temps et l'espace : « L'Eglise

fondée par (le Christ), une, sainte, catholique et apostolique, demeure encore et pour toujours son Corps mystique. Il en est le chef, auquel chacun de nous qui croyons nous référons, auquel nous appartenons. Voici le point principal auquel doit tenir fermement tout baptisé : l'appartenance à l'Eglise de Jésus n'est pas une simple note de caractère individuel, mais une note de caractère éminemment social qui vaut pour tous. Voilà le sens des appellations : homme catholique, monde catholique, Eglise catholique. C'est dire que tous et chacun d'entre nous, nous sommes dans le Christ Jésus, dans l'Eglise de Jésus, vraiment les fils et les frères d'une même famille divine (...) Tout fidèle appartient donc à la catholicité tout entière, comme tout prêtre, comme tout évêque, chacun selon son office ; et cela en vertu de l'unité divine que Jésus a donnée à son institution destinée à être universelle et éternelle. »

Une nouvelle Commission

Jean XXIII a constitué une nouvelle Commission préparatoire au concile. Présidée par le cardinal Tisserand, préfet de la congrégation cérémoniale, elle devra régler la cérémonie et le protocole des séances du concile.

Une sous-commission pour les Juifs ?

L'hebdomadaire catholique *The Universe* de Londres a fait état le 18 novembre d'une déclaration du cardinal Bea, président du Secrétariat pour la participation des non-catholiques au concile, relative aux rapports de cet organisme avec le judaïsme. Une sous-commission chargée de ces rapports serait instituée au sein du « secrétariat ». Mais elle aurait vraisemblablement un caractère officieux afin de ne pas provoquer l'hostilité du monde arabe à l'égard d'une institution à caractère exclusivement religieux.

Le cardinal Bea aurait en outre exprimé le désir de voir se constituer dans le judaïsme un comité chargé de suivre les travaux du Concile et qui serait l'interlocuteur habituel du secrétariat qu'il préside.

Nous pouvons quant à nous affirmer que la création d'une telle sous-commission est envisagée mais qu'on observe encore à Rome une grande discrétion à ce sujet.

qui réclament une solution immédiate. Ces premières réponses sont maintenant à l'impression et formeront une édition exemplaire, qui compte déjà cinq volumes. Nous en attendons cinq autres peu après Noël.

« C'est dans cet abondant matériel que furent choisis les sujets jugés plus dignes d'attention pour les discussions particulières. Ils seront maintenant confiés, chers fils, à votre compétence ; vous pourriez d'ailleurs en toucher ou en approfondir d'autres qu'il vous semblerait nécessaire ou opportun de proposer et de mettre à l'étude. »

CARNET

Dans l'épiscopat

Jean XXIII a nommé :

Amérique latine. — L'abbé Carlo Partelli, évêque de Tacuarembó (Uruguay).

Amérique du Nord. — Mgr Aloysius John Wycislo, évêque titulaire de Stadio et auxiliaire du cardinal-archevêque de Chicago (U.S.A.) ; Mgr Francis O'Donnell, évêque titulaire d'Abrittum et auxiliaire du cardinal-archevêque de Chicago (U.S.A.) ; Mgr David Maloney, évêque titulaire de Ruspai et auxiliaire de l'archevêque de Denver (U.S.A.).

Europe. — Mgr Thomas Holland, évêque titulaire d'Etenna et coadjuteur « *sedi datus* » de l'évêque de Portsmouth (Grande-Bretagne) ; le chanoine Karl Guädinger, évêque titulaire de Celerrina et auxiliaire de l'archevêque de Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) ; Mgr Descamps, évêque de Tunes et auxiliaire de l'évêque de Tournai (Belgique) ; Mgr Jean Girbeau, évêque de Nîmes (France), archevêque à titre personnel.

« *L'Osservatore Romano* » a annoncé le décès de :

Mgr Alberto Martín y Villaverde, évêque de Matanzas (Cuba).

Erection de diocèse

Jean XXIII a érigé la prélatrice nullius de Illappel (Chili).

Diplomatie

Mgr Saverio Zupi a été nommé délégué apostolique en Corée. Mgr Zupi était précédemment conseiller à la nonciature de Belgique.

Apostolat de la prière

Les intentions confiées par Jean XXIII à l'apostolat de la prière pour le mois de décembre sont : **intention générale** : la paix du monde par l'humilité et la douceur chrétienne. **intention missionnaire** : le sens social chez les catholiques de l'Inde.

DE FRANCE

Le projet interconfessionnel pour une trêve en Algérie :

DÉMARCHE AJOURNÉE

Tenant compte de la situation politique et soucieux de conserver à leur projet un caractère religieux et humain, le cardinal Feltin, le pasteur Boegner et le grand rabbin Kaplan ont décidé d'ajourner la démarche qu'ils comptent entreprendre auprès du général de Gaulle et des chefs de la rébellion algérienne en vue de promouvoir une trêve (cf. *I.C.I.* numéro 132). Peu avant, M. Al Sid Boubakeur, directeur de la Mosquée de Paris, avait fait savoir dans une lettre au pasteur Boegner qu'il devait revenir sur sa promesse de participer à cette démarche en raison des « remous inattendus et (des) interprétations erronées (qui) tendent à fausser le sens humain et la valeur spirituelle de votre généreuse idée pour la transposer sur le plan de la politique avec son cortège d'intolérances, de démesure et de mauvaise foi ».

Le cardinal Gerlier :
« Pourquoi nos instances ? »

Au cours de la séance solennelle de rentrée des facultés catholiques de Lyon, le cardinal Gerlier a une fois encore évoqué le malaise de la jeunesse qui, s'il a des causes plus larges et plus lointaines que le conflit algérien se mani-

feste particulièrement à son propos.

« Si nous multiplions nos instances pour que la paix intervienne enfin en Algérie, a-t-il déclaré, c'est d'abord pour que cessent, après six ans, des massacres auxquels une conscience chrétienne ne peut penser sans une véritable douleur. Mais c'est aussi parce que, songeant à la France et à tout ce que pourraient justifier tant de sacrifices et de services rendus, nous sentons avec intensité que la prolongation des hostilités rend de plus en plus difficile l'accord que pourrait consacrer une solution de justice, dans le respect des droits réciproques qui sont engagés dans ce conflit douloureux. »

Mgr Duval :
« Les impératifs de la justice. »

La *Semaine Religieuse* d'Alger a publié l'allocation prononcée par Mgr Duval pour la fête de la Toussaint. « Savez-vous, mes frères, quel est le meilleur moyen de perdre une cause juste ? Interrogeait-il. C'est de la défendre par des moyens injustes.

« Une fois admis le principe de l'injustice — et cela est très important aussi bien dans l'éducation de la jeunesse qu'en matière sociale — une fois qu'on a consenti à une injustice sans volonté de réparer, même si cette injustice est minime, elle peut nous conduire très loin. On sera mené à couvrir cette injustice par une injustice plus grande et cette injustice plus grande appellera une injustice plus grande encore, jusqu'à ce qu'on se trouve écrasé par une montagne d'iniquités.

» Les premiers chrétiens étaient dans une situation douloureuse semblable à la nôtre. Quelle ligne de conduite leur traçaient les apôtres ? Ils leur demandaient de rendre témoignage à Dieu par leur fidélité de tous les instants à la justice (...)

» Il est difficile de pratiquer la justice sans avoir, un jour ou l'autre, a en souffrir. « Heureux êtes-vous, dit l'apôtre saint Pierre, si vous souffrez pour la justice ».

» Souffrir pour la justice, c'est le point culminant des Béatitudes. »

Plus de 9.000 établissements auraient adressé leur demande de contrats scolaires

Au lendemain du 15 novembre, date limite pour le dépôt par les écoles privées de demandes de contrats, le ministère de l'Éducation nationale indiquait que huit mille établissements du premier degré (sur 10.400) avaient demandé un contrat simple. Si les trois quarts des 1.600 établissements du second degré ont demandé des contrats, il s'agirait, dans 80 % des cas, de contrats simples également.

Ces demandes doivent encore être examinées. On ignore combien seront agréées. Le 17 novembre, le ministère de l'Éducation nationale a rendu publique une circulaire portant sur « l'instruction des demandes de contrat ». « Il convient, précise cette circulaire, de refuser l'insertion dans le contrat de toute formule qui, mentionnant le caractère confessionnel de l'enseignement dispensé, serait de ce fait contraire à la liberté de conscience affirmée à l'article premier de la loi du 31 décembre 1959. On peut par contre admettre, le cas échéant, la référence sans commentaire à l'article premier de la loi. »

L'article premier de la loi stipule que l'établissement sous contrat, « tout en conservant son caractère propre, doit

donner l'enseignement dans le respect total de la liberté de conscience ». Dans leur déclaration commune du 16 août dernier (cf. *I.C.I.* numéro 127), les cardinaux demandaient précisément que le « caractère propre », insuffisamment garanti par le texte de la loi et des décrets, figure dans le contrat « de la manière qui paraîtra la plus opportune ». Il n'est plus qu'une manière : s'en tenir au texte de la loi jugé insuffisant.

La même circulaire donne d'autre part des précisions sur les effectifs minima que doivent compter les classes sous contrat, sur la fixation des scarlatines pour les établissements assistés par les communes, sur la définition du « besoin scolaire reconnu ».

Une autre circulaire publiée le même jour précise « les mesures de caractère social que les collectivités locales peuvent prendre en faveur des élèves de l'enseignement privé » : fournitures scolaires, cantines, ramassage. Cette circulaire établit, en s'appuyant sur la jurisprudence du Conseil d'État, que ces mesures sociales peuvent être appliquées aux élèves des écoles privées au même titre qu'à ceux des écoles publiques.

L'abbé Noddings est mort

Le chanoine Jean Noddings, directeur des œuvres du diocèse de Douala, aumônier national de la J.O.C. camerounaise, chargé au sein de la J.O.C. internationale des problèmes de l'aumônerie du mouvement en Afrique noire, est décédé subitement à Lille le 16 novembre, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Après vingt-trois ans de sacerdoce, alors qu'il était aumônier jociste de la province du Nord, l'abbé Noddings fut envoyé au Cameroun par son évêque, le cardinal Liénart. Il y fonda la J.O.C., et suscita autour de lui des militants indigènes, multiplia les réalisations, en particulier le collège des travailleurs de Douala, véritable université populaire qui, en donnant aux jeunes travailleurs une initiation rapide aux questions importantes dans les domaines théoriques et pratiques, les prépare à assumer des responsabilités en Afrique.

Avec le chanoine Noddings disparaît un des grands précurseurs de ce mouvement d'entraide missionnaire déclenché ensuite par l'encyclique *Fidei Donum*.

DU MONDE

En Amérique latine :

URGENCE DES RÉFORMES

L'Amérique bouge. Le « virus castro », réputé porteur du marxisme, inquiète sérieusement les gouvernements et l'Eglise. Dans notre dernier numéro, nous citions l'archevêque de Port-au-Prince, à Haïti, et la conférence des évêques du Mexique qui sonnaient l'alarme au communisme. Depuis, plusieurs Etats de l'Amérique centrale ont connu des troubles attribués aux communistes. L'Amérique du Nord se préoccupe vivement de l'avenir : tandis que, du côté catholique, on annonce la mise en route des « volontaires du pape » pour l'Amérique latine, dans les cercles politiques ont paraît songer à une ré-

vision du volume et de l'esprit de l'assistance et de la coopération interaméricaines.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer pour bien les comprendre les deux très importantes manifestations qui viennent d'avoir pour cadre Buenos-Ayres et Mexico. Là s'est déroulé, du 10 au 13 novembre, le premier Congrès marial interaméricain, aussitôt suivi, du 13 au 18, de la session du Conseil épiscopal latino-américain (C.E.L.A.M.). Ici s'est réunie, du 22 au 30 novembre, la cinquième Semaine interaméricaine d'Action catholique.

A Buenos-Ayres : « Nous unir et réviser nos attitudes. »

« Le succès a dépassé toutes les prévisions et même toutes les illusions », nous écrit notre correspondant en Argentine à propos du premier Congrès marial interaméricain. « La presse lui a fait un écho inhabituel. Le Congrès a occupé la première page de tous les quotidiens. »

C'est là sans doute un signe que l'Argentine, tout au moins, a le sentiment de vivre des heures graves et a entendu l'appel que lançait peu avant le cardinal Caggiano, archevêque de Buenos-Ayres :

« Le temps n'est pas aux luttes ni aux divisions intestines entre concitoyens et entre nations sœurs ; ce n'est pas le moment de disperser l'attention ni les efforts dans la conquête des marchés économiques par des manœuvres préjudiciables aux intérêts des autres peuples ; ni de différer la solution des problèmes qui affectent l'immense majorité de nos paysans et de nos ouvriers par égoïsme et refus de réduire bénéfices et dividendes. Nous sommes en un temps de dangers graves, imminents et communs qui nous obligent tous à comprendre la nécessité de nous unir et de réviser nos attitudes devant le communisme à l'affût qui attend le moment de donner son coup de griffe décisif. »

Le moment ne paraît pas moins grave aux autorités civiles argentines. Le président Frondizi l'a dit. Il l'a aussi montré en s'associant positivement, ainsi que son gouvernement et son administration, non seulement aux manifestations mais aussi à l'esprit du Congrès qui ne voulait pas s'en tenir à un anticommunisme négatif mais ouvrir les esprits aux réformes nécessaires. « Nous savons bien que le communisme ne peut être affron-

té avec succès si nous comptons seulement avec les armes de la répression violente ou d'une action préventive qui reste toujours sur la défensive », a déclaré M. Taboada, ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il reçut et décora le cardinal Mimmi, légat pontifical. « Notre patrie et notre continent courent certainement le grave risque marxiste et c'est dans le renforcement de sa structure spirituelle que se trouvent les meilleurs moyens pour lui faire face. Les années passent et il est toujours plus évident que l'application concrète des principes sociaux du catholicisme est la solution. »

Les efforts nécessaires

A côté donc des manifestations de masse et de piété, le Congrès marial fut l'occasion d'importantes réunions d'études qui examinèrent les problèmes posés par le communisme dans ses rapports avec la religion, avec la culture et avec l'ordre économique-social. Tirant les conclusions de ces études, le Dr Atilio Dell'Oro Maini, qui en était chargé, a indiqué sur quels points doivent aujourd'hui porter l'effort et l'attention :

- **Au plan religieux** : éducation des masses, et surtout des jeunes et des adolescents ; — valorisation des chrétiens par la prédication, la diffusion d'une forte spiritualité et la participation active à la liturgie ; — engagement de la communauté chrétienne tout à la fois dans l'ordre temporel et dans l'ordre spirituel.
- **Au plan culturel** : stimuler la présence de catholiques clairvoyants dans le monde scientifico-technique, dans l'enseignement, dans l'art ; — trouver une formulation actualisée de la pensée méta-

physique et théologique catholique ; — prendre conscience du processus de « massification » qui envahit la culture contemporaine ; — intégrer dans la synthèse culturelle chrétienne les caractères de la civilisation occidentale, compte tenu de ses expressions latino-américaines. Sur ce plan culturel, les universités catholiques ont un rôle spécifique à jouer et une place privilégiée à occuper.

- **Au plan économique-social** : clarifier la position de l'Eglise en face du capitalisme et du communisme : « La position qu'elle occupe n'est pas équilibrée » entre les deux ; si elle n'est « pas absolument solidaire » et « ne s'identifie en rien » avec les « injustices » du capitalisme, « sa fidélité au Christ l'oblige à dénoncer le plus dangereux essai d'asservissement de l'homme et de la société » que représente le communisme ; — édifier un système économique qui permette aux peuples de vivre dignement ; — promouvoir le développement, nécessaire et urgent, mais progressif ; — considérer que la concentration de la propriété et du pouvoir économique suscite de graves problèmes ; — comprendre l'entreprise comme une com-

La session du C.E.L.A.M.

A l'issue de ses travaux, la cinquième session annuelle du Conseil épiscopal latino-américain (C.E.L.A.M.) a publié un certain nombre de résolutions, soulignant notamment la préoccupation de l'Eglise devant les problèmes sociaux qui se posent au continent.

Présidée par le cardinal Mimmi, président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, la session avait pour thème de travail principal : « Plan d'action pastorale dans le diocèse et dans la paroisse ». Elle a aussi fait le bilan des cinq premières années d'existence du C.E.L.A.M.

Mgr Samoré, secrétaire pour les Affaires ecclésiastiques extraordinaires, a rappelé dans une conférence de presse l'histoire, l'originalité et l'importance de cette « O.N.U. de l'Eglise en Amérique latine » que représente le C.E.L.A.M. A la question de savoir si d'autres organismes consultatifs continentaux seraient institués, Mgr Samoré a répondu qu'il ne fallait pas anticiper et que cela dépendra des résultats de cette première expérience et des besoins des autres régions du monde.

munauté humaine de travail ; — intégrer la vie rurale dans l'ensemble de l'activité économique et sociale ; — résoudre le tragique problème du logement ; — respecter le syndicalisme.

A Mexico : un inventaire sans complaisance

La cinquième Semaine interaméricaine d'Action catholique, réunie à Mexico tandis que nous mettons sous presse, devait déjà prolonger en quelque sorte le travail du Congrès marial. En étudiant le thème : « L'Action catholique devant les problèmes apostoliques de l'Amérique latine », elle avait pour double but de montrer les dimensions de la tâche en tentant un inventaire de la situation du continent et d'urger la formation de militants.

Le Secrétariat interaméricain pour l'Action catholique, dont le siège est à Santiago-du-Chili, a préparé pour la Semaine de Mexico une étude de base détaillée qui révèle sans complaisance l'ampleur des problèmes : l'Amérique latine passera au communisme si des réformes ne sont pas entreprises rapidement en accord avec l'enseignement de l'Eglise, est-il dit d'entrée de jeu.

Le prolétariat rural

La situation de l'agriculture et des paysans est celle qui doit retenir le plus vivement l'attention. Plus de la moitié des Latino-Américains sont des ruraux. La production agricole est cependant insuffisante. Au cours des dix dernières années, la population a cru de 45 %, mais la production agricole n'a progressé que de 32 %, et cette production comprend du sucre et du café dont une forte proportion est exportée. Il ne manque pas de régions où se fait sentir la faim et ses conséquences. Le principal problème est ici posé par l'injuste répartition des terres.

Autre problème sérieux : l'analphabétisme. Moins de la moitié des enfants de l'Amérique latine fréquentent l'école élémentaire ; 10 % de ceux qui sortent de l'école primaire passent au secondaire ; 2 % vont jusqu'au bout des études secondaires ; 350.000 étudiants sont inscrits dans les collèges et universités, contre 3 millions aux Etats-Unis qui ont une population totale inférieure. L'Amérique latine a besoin de 200.000 classes et de 500.000 enseignants supplémentaires.

A quoi s'ajoutent le développement démographique : 100 millions de bouches de plus à nourrir et 38 millions de travailleurs de plus à occuper dans quinze ans ; l'insuffisance des soins médicaux : en Colombie, deux médecins sur trois travaillent dans les villes où ne vit que 12 % de la population ; le caractère « inhumain » de 80 % des habitations rurales et des « slums » (« bidonvilles » autour des villes).

« De tout cela, il résulte avec évidence qu'une immense tâche attend l'Eglise latino-américaine, écrit le Secrétariat de

Le Dr Dell'Oro Maini a suggéré que les études amorcées au Congrès marial soient prolongées dans le cadre des Universités catholiques qui pourraient créer à cet effet des départements spécialisés.

Santiago. Il appartient sans doute aux laïcs de décider des moyens techniques et politiques propres à faire face à la grave situation que nous avons tenté de décrire. Mais c'est le rôle de l'Eglise

d'attirer l'attention des fidèles et de ceux qui ont mission de remédier aux maux et aux injustices sur leur existence et sur leurs évidentes conséquences et implications morales. Il appartient à l'Eglise, sans sortir de son rôle, d'alerter les consciences sur l'urgence des réformes sociales nécessaires pour que la dignité de la personne humaine soit respectée et pour que la société s'organise en sorte que soit assuré le minimum de conditions matérielles sans lequel la pratique de la vertu est impossible ou difficile. »

CEYLAN

Devant la nationalisation imminente des écoles privées, l'épiscopat en appelle à l'union de « tous ceux qui aiment la vraie liberté »



Les catholiques manifestent leur opposition à la loi scolaire.
« Nous avons échoué. »

Adopté par la Chambre Basse, le projet de loi gouvernemental relatif à la prise en charge des écoles privées par l'Etat (cf. nos précédents numéros) devait être voté par la Chambre Haute et approuvé par le Gouverneur général. Rien ne donne à penser que ces procédures aient pu faire difficulté pour le gouvernement. On s'attend que le transfert des écoles privées aux mains de l'Etat s'effectue à compter du 1^{er} décembre.

Aussitôt après l'adoption de la loi par la Chambre Basse, les évêques ont publié une nouvelle déclaration commune : « Nous avons fait un effort sincère pour parvenir à un accord raisonnable avec le gouvernement (...) Nous avons échoué ». Dans ce texte, l'épiscopat stigmatise « certains qui parodent comme catholiques et prétendent en savoir plus sur la doctrine catholique que leurs législateurs ». Au cours du débat par-

lementaire, il s'est en effet trouvé un député pour se présenter comme un « pur catholique » et habilité à ce titre à parler au nom de l'Eglise pour soutenir que la nationalisation des écoles n'était pas contradictoire avec la doctrine catholique.

« Unanimentement, nous, évêques catholiques de Ceylan, déclarons que nous nous opposons à la nationalisation des écoles confessionnelles qui porte atteinte au libre exercice de la religion d'une partie des citoyens de Ceylan et nous appelons tous ceux qui en ce pays aiment la vraie liberté à se joindre à nous pour faire face à l'attaque contre les droits humains fondamentaux. »

Selon les agences, l'idée d'un boycott scolaire reçoit un large appui parmi les catholiques. Dans certaines paroisses, ils auraient décidé d'installer des sanislogis dans les bâtiments scolaires.

CONGO (ex-BELGE)

« Il y a quelque chose qui tient : l'armature de l'Eglise », déclare Mgr Jadot

Dans une interview accordée à *La Libre Belgique*, de Bruxelles, Mgr Jadot, ancien aumônier en chef de la Force publique belge et directeur des œuvres pontificales missionnaires, a évoqué la situation de l'Eglise au Congo.

« Dans (la) pagaille et dans (le) chaos, a-t-il déclaré, il y a quelque chose qui tient d'une manière prodigieuse : l'armature de l'Eglise. Toutes les missions, sauf dans le Sud-Kasaï et dans le Nord-Katanga, fonctionnent normalement. Partout, y compris dans le Bas-Congo, la population salue avec joie le retour des missionnaires et des religieux. L'influence de certaines sectes — le kibanguisme par exemple — est même en nette régression. Après un léger recul, la pratique des devoirs religieux reprend dans une proportion très intéressante. Pour la première fois depuis deux ou trois ans, j'ai entendu prononcer des paroles optimistes dans le clergé du diocèse de Kisantu. Léopoldville, qui comptait treize paroisses en 1953 vient d'en ouvrir une vingt-septième... »

« Dans les missions, l'effort porte surtout sur l'enseignement. Toutes les écoles primaires sont ouvertes. Lovanium a repris ses activités avec trois cent cinquante étudiants. »

« Les missions les plus éprouvées sont celles des diocèses de Kabinda, de Korgolo et, en partie, de Kamina. Des prêtres ont été chassés par des bandes armées qui sillonnaient la région, puis pressés par la population de reprendre leurs activités. Là où les haines tribales atteignent leur paroxysme, on assiste parfois à des tragédies. Le 18 octobre, dans le diocèse de Luluabourg, l'abbé Thomas Beya a été assassiné en présence de ses élèves parce qu'il refusait de communiquer leurs noms et la tribu à laquelle ils appartenaient. »

Vers une « Eglise Baluba » ?

Si les missions sont pratiquement paralysées dans les provinces encore soumises aux flux et reflux des luttes tribales, des craintes plus sérieuses encore pour l'avenir, apprend-on par ailleurs, se font jour au Sud-Kasaï où se trouve rassemblée et isolée la tribu des Baluba, connue comme la plus évoluée et la plus christianisée du Kasaï. Violemment opposés aux autres tribus, ces Baluba ne le seraient pas moins aux Européens en général et aux missionnaires en particulier. Ils ne veulent plus avoir affaire avec les prêtres blancs, qui ont dû se retirer dans l'ancien diocèse de Luebo abandonné par les Baluba (deux frères européens seulement restent au Kasaï).

Ainsi se constitue, sur le territoire des diocèses de Luluabourg et de Kabinda, une espèce de « diocèse Baluba ». Au dire de plusieurs missionnaires, le risque est grand que cette communauté s'érige en Eglise « nationale » et indépendante.

COTE D'IVOIRE

Mgr Yago précise ce que doit être la laïcité introduite dans la Constitution

Le gouvernement a procédé à une révision de la Constitution. L'article 2 déclare désormais que la République est « laïque ». Les émissions religieuses de Radio-Abidjan ont alors diffusé une déclaration que Mgr Yago avait enregistrée avant de se rendre à Rome pour l'ouverture de la phase préparatoire du concile (il appartient à la commission centrale) :

Si « la reconnaissance d'un ordre profane ayant sa valeur propre », « la reconnaissance d'une distinction entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux » et « la reconnaissance du pluralisme religieux de fait » sont les attributs d'une saine laïcité, la laïcité de l'Etat ne peut en aucun cas signifier : « le mépris ou la négation *a priori* de Dieu par l'Etat », l'indifférence de l'Etat devant le fait religieux », l'érection du fait de la laïcité en doctrine philosophique d'Etat ».

CUBA

Mgr Boza Masvidal définit ce qui manque à la révolution pour être chrétienne

De nouvelles tensions se sont produites ces dernières semaines entre le gouvernement et l'Eglise catholique.

Dans *La Quincena* du 30 octobre, Mgr Eduardo Boza Masvidal, évêque auxiliaire de La Havane et recteur de l'université catholique Villanueva de La Havane, publiait un article dans lequel il répondait à la question de savoir si la révolution cubaine pouvait être qualifiée de chrétienne.

Il est chrétien, écrivait-il, de travailler à la promotion des humbles, d'éliminer les discriminations raciales, de distribuer équitablement les richesses, de permettre à tous l'accès à l'éducation et à la culture. « S'il s'agissait de cela seulement, les catholiques n'auraient aucune réserve à formuler, au contraire, nous serions les premiers à apporter notre contribution ». Mais, en réalité, il manque quelque chose à la révolution cubaine pour être chrétienne.

Il lui manque « une conception spiritualiste de la vie et de l'homme » : le nom de Dieu a été rayé de la Cons-

titution et « la religion est tolérée comme un mal nécessaire ». Elle pêche d'être « fondée sur la haine et la lutte de classes et non sur l'amour ». Il lui manque « de reconnaître la dignité de la personne humaine et la liberté des fils de Dieu qui a donné à chacun le droit de penser, d'écrire, d'agir, de prendre des initiatives sans autre restriction que le respect de la loi morale et du droit des autres » (1). Il lui manque « le respect du droit naturel de propriété, indispensable pour l'exercice de la liberté individuelle ». Il lui manque le « respect de la bonne réputation du prochain (...) La personne de l'adversaire doit être inviolable ». La révolution, enfin, « se livre à des attaques systématiques contre les Etats-Unis et les autres nations occidentales alors



Mgr Boza Masvidal.

« S'il s'agissait de cela... »

qu'elle fait preuve envers l'U.R.S.S. et ses amis d'une amitié trop étroite pour être occasionnelle ».

« Les catholiques, écrivait en conclusion Mgr Boza Masvidal, ne sont pas opposés à la révolution, qu'ils aident d'ailleurs considérablement, mais il ne peuvent appuyer le communisme matérialiste et totalitaire, car ce serait nier l'idéal pour lequel tant de Cubains sont morts. »

(1) L'étatisme abusif du gouvernement castriste s'est encore manifesté selon *La Quincena*, dans la loi de Réforme cubaine qui, pour résoudre les problèmes du logement, « soumet excessivement à l'Etat l'institution familiale ».

Autour de l'Université catholique

La situation s'aggrave lorsque, le 12 novembre, dix-sept étudiants furent renvoyés de l'université Villanueva pour avoir publié un manifeste accusant les dirigeants de l'université de comploter contre le gouvernement. Les organisations révolutionnaires d'étudiants menèrent à ce propos un grand tapage. *Revolucion*, organe du mouvement castroïste, déclara que cette mesure « prouve l'esprit antipatriotique et contre-révolutionnaire » qui règne à Villanueva. Le 15, Mgr Boza Masvidal, qui allait prendre l'avion pour le conseil du C.E.L.A.M. à Buenos Ayres a été molesté par des jeunes manifestants qui ont arrêté et fouillé sa voiture et brisé les vitres de l'université. Bagarres aussi à la sortie des cours...

Ces incidents autour de l'université catholique ont ranimé les craintes suscitées par les intentions prêtées au gouvernement de prendre sous son contrôle toutes les écoles privées. Les 340 écoles catholiques de Cuba comptent 70.000 élèves. Un projet de loi serait prêt qui ferait des enseignants, laïcs, clercs ou religieux, des fonctionnaires du gouvernement.

Nouvelle lettre de Mgr Perez Serantes

Il faut enfin retenir que, le 13 novembre, Mgr Perez Serantes, archevêque de Santiago de Cuba, a publié une nouvelle lettre pastorale dénonçant l'infiltration communiste dans l'île. Sous le titre : « Rome ou Moscou », le prélat déclare que la bataille contre le communisme doit être menée par les catholiques cubains eux-mêmes qui ne doivent pas se fier aux dollars ni aux canons américains : « l'or ne peut acheter, le canon ne peut détruire les idées », écrit-il.

ESPAGNE

Le journal catholique n'est pas « une espèce d'almanach religieux » déclare Mgr Cantero.

Au cours de l'inauguration de « l'Ecole de Journalisme de l'Eglise », l'évêque de Huelva, Mgr Pedro Cantero, président de la Commission nationale de presse catholique, a prononcé une importante allocution sur la nécessité, la mission et les caractéristiques du journalisme catholique.

Après avoir précisé que le but de cette nouvelle école était d'assurer, outre une formation technique et morale, une culture catholique, Mgr Cantero se demande quelle est la mission spécifique de la presse catholique. Il précise successivement :

1° L'appellation catholique ne peut pas changer l'essence du journal ni du journalisme.



Mgr Cantero inaugurant l'Ecole de journalisme de l'Eglise.
« Les exigences professionnelles et techniques. »

2° La mission du journal catholique est double : accomplir la mission commune de toute la presse, remplir son rôle spécifiquement catholique.

3° Avant de considérer la multiplicité de titres et de formules qu'offre le panorama de la presse catholique, il faut bien voir que tous les journaux catholiques ne peuvent être comptés dans la presse catholique au sens actuel du terme, mais seulement ceux qui d'une part sont liés à l'actualité, destinés à la formation de l'opinion publique et qui, d'autre part, ont comme fin principale la transmission et le triomphe du message surnaturel et social de l'Evangile selon le magistère de l'Eglise.

« Selon moi, continue Mgr Cantero, ce qui distingue et spécifie la mission de la presse de l'Eglise en face de la mission d'enseignement de l'Eglise c'est fondamentalement la nature du moyen employé et les conséquences et exigences professionnelles et techniques qu'imposent le caractère et l'usage de cet instrument. »

En venant à l'énoncé des caractéristiques de la presse catholique, l'évêque de Huelva insiste : elle ne diffère en rien du reste de la presse, sinon par « son esprit ». On n'a donc pas le droit d'en limiter la conception et le contenu, en faisant par exemple du journal catholique « une espèce d'almanach religieux du jour. Comme si le contenu de la presse catholique devait se limiter à informer sur des questions de caractère confessionnel. (...) Le contenu matériel de toute presse quelle qu'elle soit, est et doit être l'actualité, toute l'actualité en tant qu'elle est dans la vie réelle et quotidienne des hommes et des peuples, avec ses messages, courants de pensée, tendances universelles, inquiétudes, espérances, questions et problèmes si gênants qu'ils soient. Une presse qui ne se situe pas dans l'actualité, qui ne la reflète pas, qui ne l'interprète pas, qui ne fournit pas

une réponse à ses questions est condamnée à l'échec ».

Le nonce apostolique stigmatise à nouveau l'attitude des prêtres basques

A l'occasion de cérémonies officielles, les 30 octobre et 9 novembre, Mgr Antoniutti, nonce apostolique, a fait de nouveau (cf. *I.C.I.* n° 131) publiquement allusion à la lettre des prêtres basques en défendant vigoureusement l'autorité épiscopale.

Inaugurant le grand Séminaire de Bilbao pour la fête du Christ-Roi, il développa l'idée que toute la vie de chrétien consiste à être fidèle soldat de cette armée qu'est l'Eglise, sous la direction des évêques, seuls chefs autorisés et sûrs. « Le fidèle, dit-il, jure fidélité et loyauté au Christ dans le baptême (...). Un prêtre jure fidélité et loyauté au Christ-Roi, en la personne de son évêque, le jour de l'ordination sacerdotale. Et c'est seulement quand le nouveau prêtre répond « promitto » que l'évêque lui donne le baiser de paix. »

Et plus loin : « Un prêtre, soldat du Christ-Roi qui a promis obéissance et respect à son évêque, manque gravement à cette promesse solennelle quand il conspire clandestinement ou avec des personnes étrangères à son diocèse qui vivent dans d'autres ambiances (...).

« Le prêtre et le fidèle, s'ils ont quelque chose à dire à leur chef qui est l'évêque, vont le voir avec le respect qui lui est dû, lui ouvrent filialement leur cœur et ne publient pas le texte de leurs confidences, encore moins ne le mettent pas dans les mains des adversaires de la religion... »

L'allusion à la lettre des prêtres basques est tout aussi claire dans la dernière partie d'une autre allocution traitant

tant de la formation ecclésiastique, et prononcée pour la translation de Comillas à Madrid de la faculté de droit canonique. « Le manque de discipline de la part d'un certain groupe de prêtres, qui a fait tant de mal à l'Eglise, dit le nonce, et a créé tant de confusions parmi les faibles, est dû à un défaut de connaissance ou au mépris des lois qui régissent la vie ecclésiastique de la part de ceux qui, sous de faibles prétextes, plaçant leur viles ambitions personnelles ou leurs discutables opinions avant les normes claires et précises du droit canonique. »

GRANDE-BRETAGNE

Le jugement pris en faveur de « L'Amant de Lady Chatterley » suscite de nombreuses réactions

Estimant que la loi de 1959 qui interdit la diffusion des publications « dépravées et corrompues » ne concerne pas les ouvrages de qualité littéraire reconnue, l'Old Bailey Court a rendu un jugement favorable aux « Penguin Books » qui revendiquaient le droit d'éditer le texte intégral de *L'Amant de Lady Chatterley*, de D.H. Lawrence.



Après le procès.

« Maintenant, vous pouvez le lire. »

Cette affaire, qui a passionné les foules, a suscité de nombreuses réactions dans les milieux religieux.

Dans un sermon prononcé le 6 novembre à Westminster, Mgr Gordon Wheeler a déclaré : « Ce n'est pas parce que la loi laïque estime que certains livres peuvent être vendus au public qu'il faut en conclure qu'ils sont d'une lecture convenable pour les jeunes, ni même pour des hommes et des femmes dont la conscience est formée par la loi morale et par l'enseignement

chrétien sur le caractère sacré du mariage et de la vie de famille ».

Le *Catholic Times* du 11 novembre a publié en page une lettre ouverte adressée à M. Butler, ministre de l'Intérieur, « chrétien sincère » : « Nous nous demandons pourquoi la première application importante de la loi sur les publications obscènes a été pour *Lady Chatterley*. Rien n'aurait pu être plus inepte. »

Le même jour, le *Catholic Herald* publiait la déclaration de Mgr Pearson, évêque auxiliaire de Lancaster. N'ayant pas lu le livre, le prélat ne peut dire si le tribunal a bien jugé de sa valeur littéraire. Mais ce qu'il sait, c'est que « ce genre de procès public n'est pas du tout pour faire du bien ». Mgr Pearson estime au demeurant raisonnable l'appréciation d'un « bon prêtre » qui répondait à l'interrogation d'un fidèle : « C'est un mauvais livre ».

Dans le même journal, le R.P. McGoldrick, aumônier de l'université de Liverpool, qui n'a pas non plus lu le livre, déclare : « Je doute qu'un roman tel que celui-ci soit un véhicule approprié pour communiquer au public en général des attitudes correctes à l'égard des questions sexuelles ».

POLOGNE

Suppression de l'Epiphanie et de l'Assomption en tant que jours chômés

La Diète réunie en session plénière a décidé le 16 novembre, à l'unanimité moins dix voix (7 députés catholiques du groupe « Znak » et 3 indépendants) et 4 abstentions (autres indépendants) de supprimer deux jours fériés : l'Epiphanie et l'Assomption. Cette mesure a été prise pour des raisons d'ordre économique. Le gouvernement espère que la récupération de ces deux fêtes permettra un accroissement de la production d'environ un milliard de zlotys.

Dans leur intervention les orateurs des divers partis gouvernementaux (communistes, paysans et démocrates) ont affirmé que, sans même compter les vacances normales et les fêtes d'Etat, la Pologne bat le record du monde des jours fériés.

L'opinion des députés catholiques était divisée : alors que le professeur Makarczyk déclarait que le groupe « Znak » voterait contre « pour respecter les solides traditions religieuses du peuple », M. Frankowski affirmait que si ces deux jours n'étaient plus chômés, cela ne porterait pas atteinte aux traditions religieuses. Il ajoutait encore que se trouvant le jour de la Fête-Dieu à Bruxelles, il avait eu la surprise de constater que seuls les bureaux de l'ambassade de la République populaire de Pologne chômaient en cette occasion dans la capitale belge...

« Les évêques polonais des territoires occidentaux disposent de pouvoirs réels », déclare Mgr Wilczynski

« Il faut que je constate encore une fois que les évêques des territoires occidentaux nommés par le Saint Siège disposent de pouvoirs non seulement personnels mais aussi territoriaux ; ils disposent de pouvoirs non seulement théoriques mais aussi réels » — a déclaré Mgr Tomasz Wilczynski, évêque d'Olsztyn (ex-Allenstein) au cours d'une cérémonie le 5 octobre à Dobrze Miasto, petite ville de son diocèse.

[Précisons qu'il s'agit des anciens territoires allemands (Prusse Orientale et Silésie) recouvrés par les Polonais à la fin de la guerre.]

« Il faut que je rectifie encore une fois — a précisé le prélat — qu'il est inexact que ce sont les évêques allemands ou leurs curies qui disposent des biens de l'Eglise dans ces territoires. Du point de vue du droit ecclésiastique les évêques polonais, comme n'importe quel autre évêque d'une nationalité quelconque dans le monde, disposent entièrement des biens de l'Eglise conformément aux prescriptions générales du Code du Droit canonique. »

[Cette mise au point répond, semble-t-il, aux objections soulevées dans certains milieux et selon lesquelles le Vatican continuerait à considérer les « territoires recouvrés », actuellement polonais comme étant toujours allemands et dépendant, en droit sinon en fait, des évêques allemands sous la juridiction desquels ils se trouvaient placés en 1939.]

En bref

Colombie. — Répondant aux instances répétées de l'archevêque de Bogota, la province canadienne des Sulpiciens prendra en charge, en février prochain, le grand séminaire de la capitale colombienne.

Inde. — Le mouvement catéchétique commence à prendre pied dans le pays Tamoul : début novembre, le P. Hofinger, de l'Institut catéchétique de Manille, a présidé la première session catéchétique de cette région.

Inde. — Fait exceptionnel : le seul ex-Maharaja qui soit chef d'un Etat a présidé les fêtes du jubilé de Mgr Feuga, évêque de Mysore, lui rendant un hommage éloquent, ainsi qu'aux missions catholiques.

Tanganyika. — Le ministre de la Santé et du Travail s'est prononcé dans une conférence pour une coopération harmonieuse entre l'effort médical des missions et celui du gouvernement.

Venezuela. — Pour faire face à la propagande communiste, dom Fernandez, évêque de Tachira, a lancé un appel pour l'achat d'une puissante station de radio. En six semaines, les 250.000 bolivares nécessaires étaient réunis.

PORTO-RICO

Pour avoir voté sans tenir compte des instructions épiscopales, le maire de San Juan devra faire publiquement pénitence

Le R. P. Maisonet, doyen de la cathédrale de San Juan, a déclaré le 20 novembre que Mme Felisa Rincon de Gauthier, maire de la capitale et membre du Parti démocrate populaire du gouverneur Munoz Marin, devrait faire publiquement pénitence et exprimer son repentir par la voie de la presse, de la radio et de la télévision avant de pouvoir recevoir la communion.

Le clergé porto-ricain a ainsi fait savoir que des sanctions seraient prises à l'égard des catholiques qui, au mépris des instructions de l'épiscopat (cf. notre dernier numéro) ont voté le 8 novembre pour le Parti démocrate populaire. Mgr Davis, archevêque de San Juan, a déclaré que les fidèles qui ont désobéi doivent se voir appliquer « des sanctions proportionnées à la gravité de la faute, sans exclure les censures ».

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Deux évêques répondent aux attaques dirigées contre l'Eglise

Deux des cinq évêques de la République Dominicaine ont répondu aux attaques dont l'Eglise est l'objet depuis plusieurs mois.

Mgr Hugo Polanco Brito, évêque de Los Caballeros, a adressé à ses fidèles une lettre dénonçant les « basses calomnies » et les exhortant à accomplir des réparations solennelles à l'égard du Christ-Roi. Mgr Juan Felix Pepen, évêque de Nuestra Señora de la Altagracia en Higüey, a averti de son côté les fidèles de son diocèse que ceux qui tentent de briser l'unité de l'Eglise essayent de détruire l'œuvre de Dieu.

Les lettres des deux prélats ont été publiées dans l'hebdomadaire catholique *Fides* dont tous les articles sont soumis à la censure.

RHODESIE DU SUD

L'archevêque de Salisbury dénonce l'arbitraire d'une nouvelle loi sur le maintien de l'ordre

Dans une déclaration publiée au début de novembre, Mgr Markall, archevêque de Salisbury, a condamné une nouvelle loi relative au maintien de l'ordre alors

en discussion devant le Parlement : « Cette loi donne aux ministres et à la police des pouvoirs étendus et apparemment arbitraires », a-t-il notamment déclaré.

« Un tel empiètement sur les libertés personnelles prépare le terrain pour des formes d'extrémisme que le pays s'efforce de combattre. »

Des leaders protestants ont exprimé les mêmes craintes que l'archevêque catholique. De même certains organes de presse : « La nouvelle loi va au-delà de ce qui peut être considéré comme raisonnable », a écrit l'*Evening Standard*; et le *Rhodesia Herald* d'estimer que si la loi passait, « la Rhodesie du Sud deviendrait un Etat totalitaire. »

UNION SUD-AFRICAINE

« Le déplacement des Indiens de Cato Manor est une infraction à la justice », déclare Mgr Hurley

Mgr Denis Hurley, archevêque de Durban, a ordonné à la mi-novembre qu'une série de sermons soient prononcés au cours des prochaines semaines dans le cadre d'une campagne pour « détruire les préjugés raciaux dans notre peuple ».

Un mois plus tôt, dans un message lu au cours d'un meeting de protestation, des Indiens expulsés de la région de Cato Manor, l'archevêque a déclaré :

« Nous ne trouvons dans aucun des livres sacrés de la religion chrétienne un appui pour une politique d'*apartheid*. »

« Nous sommes convaincus que le déplacement de la population indienne de la région de Cato Manor qu'elle occupe est une offense à l'amour et une infraction à la justice. »

« Le gouvernement de ce pays n'est pas de cet avis ; il pense qu'il fait une chose juste et qu'il agit au mieux des intérêts du pays. »

« Si saint Paul avait écrit aux chrétiens d'Afrique du Sud il aurait dit qu'il n'y a ni Africains, ni Européens, ni Indiens, ni hommes de couleur ; personne n'est civilisé ou non-civilisé, personne n'est esclave ou libre ; il n'y a rien d'autre que le Christ en chacun de nous. »

« Si en Afrique du Sud toutes les humiliations, toutes les injustices, toute la pauvreté, les misères et la faim, toutes les angoisses et les soucis, toutes les familles brisées et la dégradation morale qui découlent de notre attitude et de notre politique raciales, si tout cela doit être appelé chrétien, si tout cela doit être attribué à la volonté de Dieu, alors les mots ont perdu leur signification et toute notre foi et toutes nos valeurs sont un affreux cauchemar. »

« Maintenant que l'objectif suprême des Nationalistes Afrikaners est sur le point d'être atteint par la proclamation de la République, prions Dieu pour qu'ils puissent repenser à la question de

l'*apartheid* et pour qu'ils voient s'il peut être réalisé en Afrique du Sud en accord avec les principes chrétiens qu'ils proclament soutenir. »

U. S. A.

Dans une déclaration commune l'épiscopat américain insiste sur la responsabilité personnelle

A l'issue de leur conférence nationale annuelle, les évêques américains ont publié une déclaration commune qui développe le thème qu'ils abordaient dans leur déclaration de l'année dernière. « Dans notre pays, écrivaient-ils, la religion n'a pas de tâche plus pressante à affronter que celle de restaurer dans notre peuple le respect pour la loi morale en tant que loi divine, et d'inculquer les vertus d'où découlent une vie familiale et une vie civique saines. »

C'est le problème de la responsabilité personnelle dans la vie privée, dans la vie des affaires, dans l'éducation, dans les relations internationales qui est traité cette année.

« Les catholiques ont voté pour Kennedy, mais pas comme on s'y attendait » observe « Time ».

M. John Kennedy ayant été élu président des Etats-Unis, de nombreux journaux ont tiré des leçons du scrutin, analysant en particulier l'influence du facteur religieux.

« Le catholicisme du démocrate Kennedy, écrit le magazine *Time*, est certainement un facteur qui a joué en sa faveur dans les grandes villes où les catholiques sont très nombreux, bien que le vote n'ait pas été aussi monolithique que l'avaient espéré les partisans de Kennedy (...). Mais dans bien des régions protestantes — dans le Nord et dans le Sud — le catholicisme de Kennedy ne semble pas s'être retourné contre lui. » « Les catholiques ont voté en grand nombre pour Kennedy, mais pas comme on s'y attendait. »

Dans *Le Monde* du 12 novembre, Claude Julien fait une analyse très détaillée du scrutin :

« Les Etats à plus forte population catholique ont voté pour M. Kennedy, à l'exception du Wisconsin, observe-t-il. La majorité accordée au candidat démocrate est substantielle dans le Rhode-Island (60 % de catholiques), le Massachusetts (50 %), le Connecticut (49 %), le New Jersey (39 %), l'Etat de New-York (32 %), l'Illinois (30 %), la Pennsylvanie (29 %). L'appoint des voix des catholiques fut sans aucun doute décisif dans un Etat comme l'Illinois où, sur cinq millions de votants, M. Kennedy n'obtint que sept mille voix environ de plus que son concurrent. Or l'Illinois dispose de vingt-sept mandats électoraux. »

» En revanche le Wisconsin, qui, comme l'Etat de New-York, compte 32 % de catholiques, a donné la préférence à M. Nixon. (...)

» M. Kennedy l'a emporté dans les trois Etats les plus protestants : Caroline du Nord, Caroline du Sud, Georgie. Son appartenance religieuse n'a donc pas été un handicap, alors qu'en 1928, plutôt que de voter pour le catholique Alfred Smith, cinq Etats du Sud avaient abandonné le parti démocrate au profit du républicain Hoover. En revanche, trois *border States* traditionnellement démocrates (Tennessee, Kentucky, Oklahoma) ont donné la majorité à M. Nixon tout en élisant des démocrates pour les autres postes à pourvoir. Une seule raison paraît pouvoir expliquer cette attitude : dans ces trois Etats, l'Eglise baptiste a mené une vigoureuse campagne sur le thème « Pas de catholique à la Maison Blanche ».

« L'Eglise catholique est-elle prête à présider à l'union des chrétiens ? » interroge le P. Georges Tavard

Le mouvement pour l'unité parmi les protestants est un mouvement religieux et il pourrait aboutir à une réunion avec l'Eglise catholique, a expliqué devant le Conseil national des femmes catholiques, le P. Georges Tavard, assomptionniste français résident aux Etats-Unis et membre du Secrétariat pour les chrétiens séparés. Mais une question reste posée, a-t-il ajouté : « L'Eglise catholique, telle qu'elle est actuellement, est-elle prête à présider à cette réunion ? »

Le P. Tavard ne le pense pas. « Notre centralisation administrative, notre rigidité scolastique, notre appareil liturgique — qui laisse si peu de place à l'imagination personnelle — notre unité elle-même, symbolisée par un langage liturgique démodé qui n'a plus la quasi universalité qu'il a eu jadis, ne peuvent pas constituer le meilleur stimulant pour comprendre dans un effort renouvelé la constitution apostolique de l'Eglise, les implications théologiques de l'Evangile, les implications théologiques de la richesse spirituelle de la vie sacramentelle, ou la riche variété de l'unité catholique. »

Il ne s'agit pas, a précisé le P. Tavard, d'une réforme « de » l'Eglise, mais d'une réforme « dans » l'Eglise. La réforme de l'Eglise elle-même est « aussi indispensable qu'une réforme du Christ ou qu'une réforme de la Révélation. »

VENEZUELA

« La légitimité du gouvernement actuel ne fait pas le moindre doute », déclare Mgr Quintero

Caracas a été ces dernières semaines le théâtre de désordres et d'une agita-

tion attribués à des éléments d'extrême gauche qui voudraient instituer un régime de type castriste. C'est dans ces circonstances que, le 27 octobre, Mgr Quintero, archevêque de Caracas, a publié une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Si je m'adresse à vous, c'est avant tout pour lancer un appel à la concorde, à la sagesse, à la paix et à la tranquillité. Comme catholiques, comme hommes de foi, nous sommes tenus de respecter l'autorité légitime et sur la légitimité de l'autorité qui assume aujourd'hui le destin de la République il n'y a pas le moindre doute, parce que cette autorité est issue des élections les plus propres qu'a jamais connues la République dans toute son histoire. »

YUGOSLAVIE

Le Saint-Siège serait disposé à nommer un délégué apostolique à Belgrade

Le Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie aurait donné une réponse favorable au mémorandum que l'épiscopat catholique lui avait adressé le 9 octobre (cf. *I.C.I.* n° 131).

Dans sa réponse, le Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie aurait déclaré qu'en dépit de certaines difficultés, la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat serait désormais « possible » et « utile à l'une et l'autre parties ».

Mgr Ujčić, archevêque de Belgrade, qui était parti pour Rome, où il a rejoint quatre autres évêques yougoslaves, membres des commissions préparatoires au Concile œcuménique, aurait eu connaissance de la réponse gouvernementale avant son départ.

L'A.F.P. (dans une dépêche du 18 novembre) a appris pendant le séjour des évêques yougoslaves à Rome « qu'ils auraient apporté dans la Ville Eternelle la preuve des bonnes dispositions dont le gouvernement de Belgrade semble être animé à l'égard de l'Eglise catholique » et que « la nomination d'un délégué apostolique en Yougoslavie pourrait avoir lieu bientôt ».

Il ne s'agirait donc pas du rétablissement des relations diplomatiques entre la Yougoslavie et le Saint-Siège qui ont été rompues en décembre 1952, mais de l'installation à Belgrade ou à Zagreb d'un représentant du Saint-Père dont la tâche consiste exclusivement à assurer la liaison entre l'épiscopat et le Saint-Siège.

Les femmes croates refusent pour les motifs d'ordre religieux l'emploi des procédés anticonceptionnels

Dans sa rubrique « La famille et le ménage », le quotidien croate de Zagreb *Vjestnik* (3 novembre) a ouvert une enquête sur les raisons pour lesquelles

les femmes refusent de recourir aux procédés anticonceptionnels. Les statistiques de l'Office de la santé publique pour la République croate montrent que 4.800 femmes seulement ont demandé des conseils contraceptifs depuis deux ans, époque à laquelle « la campagne anticonceptionnelle » a été lancée par les gynécologues de l'Université de Belgrade.

Cet appel n'a pas trouvé d'écho auprès des femmes croates qui — précisons le — sont en majorité catholiques.

NOUVELLE NON CATHOLIQUE

Le Pape désire sincèrement la réunion des Eglises, rapporte la « Revue du Patriarcat de Moscou ».

Un collaborateur de la *Revue du Patriarcat de Moscou* a eu l'occasion de s'entretenir avec Mgr Ellie (Karam), métropolite des Monts du Liban, qui est l'un des principaux collaborateurs du patriarche orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient Théodose VI, et qui s'est rendu en U.R.S.S. en juillet dernier.

Le journaliste lui a demandé quelle était son opinion sur le Concile œcuménique et sur la prochaine Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises.

« Mgr Ellie a répondu qu'en ce qui concerne la réunion de l'Eglise chrétienne, lui, comme tous les chrétiens orthodoxes, prie chaque jour à cette intention et la désire de tout son cœur. Le métropolite Ellie a eu l'occasion de rencontrer et de parler avec le pape Jean XXIII alors que celui-ci était nonce apostolique au Proche-Orient. Il avait donné au métropolite l'impression d'être un homme pieux, comprenant et considérant l'Eglise orthodoxe et désirant sincèrement la réunion des Eglises. »

» Personnellement, le métropolite estime qu'étant donné qu'au cours de neuf cents ans de séparation il y a eu de nombreuses polémiques, attaques réciproques, accusations et même beaucoup d'hostilité, il est difficile d'espérer que la réunion aura lieu dans un avenir très proche. D'ailleurs, que la volonté de Dieu soit faite dans tout cela. »

En ce qui concerne la prochaine Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises qui se tiendra à New Delhi, en août prochain, Mgr Ellie a dit « qu'étant donné que des groupements religieux extrêmement variés, dont la majorité ne peuvent vraiment porter le nom d'Eglises, prennent part au Mouvement œcuménique, ce n'est qu'à une union extérieure formelle de diverses formations, en réalité impossible à réunir, que peut arriver l'œcuménisme ».

LES FABRICANTS D'OPINION

Information massive, publicité, propagande, endoctrinement, public-relation : des hommes font profession de conduire et perfectionner ces machines à fabriquer l'opinion. Qui sont ces hommes ? Sont-ils méchants ? Sont-ils efficaces ? Faut-il et peut-on neutraliser leur influence ? Ces questions font l'objet de ce « dossier ».

L'auteur de ce « dossier » est un Américain : le R.P. Thomas M. Garrett, s.j., professeur de morale à l'université de Scranton. La « fabrication de l'opinion » est son sujet. Il a mené une large enquête en Europe et aux Etats-Unis. Il a publié divers articles en divers pays. Son livre sur La morale de la publicité paraît cet hiver aux éditions de l'Université Grégorienne.

L'étude ci-dessous reflète certains aspects du contexte américain, notamment en ce qui concerne l'influence des groupes, sociétés et communautés de base. Ce contexte tendant à s'universaliser, il ne nous semble pas que la portée générale de ce « dossier » en soit sensiblement altérée.

jet. Il a mené une large enquête en Europe et aux Etats-Unis. Il a publié divers articles en divers pays. Son livre sur La morale de la publicité paraît cet hiver aux éditions de l'Université Grégorienne.

donné naissance à un produit nouveau qui, s'il n'a pas supplanté les puissances anciennes, a jeté un défi à leur hégémonie et s'est installé comme le grand maître virtuel de l'esprit de la masse. D'abord il y eut l'agent publicitaire, puis le propagandiste professionnel, très vite suivi par l'expert en *public relations* et l'expert en guerre psychologique.

Bien que ces nouveaux fabricants d'opinion soient engagés dans une activité aussi vieille que l'homme lui-même, leur existence même cause une vague malaise, une crainte de se voir manipulés contre sa volonté et sans que nous en soyons conscients. Le vocabulaire même qui se rattache aux fabricants d'opinion porte la marque de la crainte, du mépris et éventuellement de l'angoisse. Un moment de réflexion sur des mots tels que « réclame », « propagande », « lavage de cerveau » et « action psychologique » suffit à indiquer le climat émotionnel qui entoure le travail de ceux dont la profession est de façonner l'opinion et les esprits des hommes.

Pourquoi ce malaise est-il si profond et si répandu non seulement dans les cercles cultivés mais dans les rangs de la population tout entière ? La réponse se trouve, semble-t-il, dans quatre facteurs qui distinguent l'œuvre du publiciste moderne de celle de ses prédécesseurs : les abus, la puissance attribuée à ses instruments, la nature commerciale de son travail et, enfin, l'importance de l'opinion publique dans les sociétés modernes.

Abus...

Les abus qui s'associent à la propagande et à la guerre psychologique ébranlent l'âme. Il y a vingt ans seulement que Hitler lançait ses harangues et le Dr Goebbels ses mensonges, et les résultats qui leur furent attribués sur l'opinion sont presque trop pénibles pour qu'on en supporte le souvenir. La propagande nazie ne fut toutefois pas un phénomène isolé, ni le dernier mot de l'inhumain. Le lavage de cerveau des prisonniers pendant la guerre de Corée, l'endoctrinement massif de millions d'hommes en Chine et les abus de la guerre psychologique en Algérie sont des réalités d'aujourd'hui.

L'opinion publique est une des forces principales du monde moderne. Elle influence des décisions de la plus haute importance, fait tomber des dirigeants et des gouvernements, contribue à créer l'atmosphère morale qui a son effet sur tous nos actes. Et cependant nous ne savons pas grand-chose sur la façon dont on la forme, dont on la contrôle et la guide. Tout en la ressentant, en y prenant part, en en voyant même les effets, nous ne la comprenons pas réellement. Parce que nous ignorons la façon dont elle se forme et que nous sommes terriblement conscients de son importance, nous attaquons souvent ceux qui prétendent créer et manipuler l'opinion publique : le journaliste, le propagandiste, l'agent publicitaire et l'expert en *public relations*. Parfois nous cherchons même

à échapper à notre propre responsabilité en la rejetant sur le compte des fabricants d'opinion.

Si l'ignorance peut être compréhensible, ses conséquences n'en sont pas moins sérieuses. Elle peut, d'une part, entraîner des jugements hâtifs et injustes sur les fabricants d'opinion, et d'autre part rendre incapable à la fois de comprendre et de résoudre les problèmes réels. Dans les pages qui suivent nous aimerions introduire à ce problème et au moins donner les grandes lignes de ce que l'on sait sur la formation de l'opinion. Même si notre façon de traiter le sujet ne peut qu'être schématique et incomplète, elle servira à établir des points de référence et à faire mieux voir la complexité des vrais problèmes et l'importance des questions qu'ils impliquent.

Les anciens et les nouveaux

Il y a toujours eu des fabricants d'opinion, car il y a toujours eu des chefs et des proclamateurs du message des chefs. Dans les sociétés plus simples la formation de l'opinion était le monopole des anciens, du prêtre, du roi ou du prophète. Ensuite il y eut des bardes et des chanteurs itinérants, des rhéteurs et des sophistes, et tous influencèrent la masse du peuple dans ses croyances. Plus récemment, enfin, le journaliste et le pamphlétaire entrèrent en scène, à côté du

leader politique et de l'éducateur professionnel.

Au siècle dernier, l'école, l'Eglise et les journaux d'opinion passaient pour être les principaux formateurs de l'opinion publique. Bien que souvent en conflit entre eux, ces trois éléments faisaient partie d'un même contexte. A tort ou à raison, on les considérait comme animés par un certain idéalisme et, au nom du bien commun, ils étaient dotés d'une certaine liberté d'action. Notre siècle, cependant, a



Le Dr Goebbels

La propagande nazie ne resta pas un phénomène isolé.

Il existe aussi des abus moindres, bien qu'ils soient plus difficiles à détecter. La censure gouvernementale en temps de paix, les machinations des groupes de pression ainsi que les grands et les petits mensonges de la publicité sont des preuves supplémentaires à verser au dossier de ceux qui voudraient façonner les esprits. Le livre lui-même est suspect à une époque où les fabricants de whisky paient pour faire traduire les romans policiers américains qui mettent en scène leur marchandise.

...Puissance...

Quelques grands que soient les abus, ou qu'ils semblent être, ils ne suffisent pas à expliquer l'ampleur du malaise. Après tout, de semblables abus de pouvoir ont toujours existé. Les crimes de ce genre font partie de l'histoire humaine, mais jamais, croit-on, les criminels n'ont possédé des armes aussi puissantes et apparemment aussi mystérieuses et n'ont pu s'en servir aussi librement. La presse populaire, la radio et la télévision qui atteignent on ne sait combien de millions d'hommes semblent posséder une puissance entièrement neuve dans l'histoire des hommes. Alors qu'un rhéteur vénal de Rome pouvait influencer quelques milliers d'auditeurs, le journaliste d'aujourd'hui ou le propriétaire d'une station de radio peut s'emparer des esprits d'une multitude égale à la moitié de la population de tout l'empire romain. C'est cet élément de puissance qui produit le malaise.

Toutefois, il ne s'agit pas seulement de puissance en surface. Les nouveaux

publicistes possèdent, si nous les en croyons, des pouvoirs quasi occultes qu'ils tirent des merveilleux résultats de la recherche scientifique moderne. Une agence de publicité, par exemple, est entourée d'une armée d'experts en sondage, de statisticiens, de psychologues, de sociologues et d'économistes. A en croire une certaine littérature, ils savent ce qui accroche, et ce qui fait aller dans telle direction alors que l'on croit aller dans telle autre. Les spécialistes de la publicité croient même posséder des instruments capables de modifier les dispositions sentimentales les plus profondes et de brouiller l'imagination, si ce n'est l'esprit même.

...Commerce

Peut-être même ces abus et ce pouvoir ne seraient pas si troublants, n'était le fait que ces instruments mystérieux sont à vendre sur le marché. Le caractère commercial de la formation moderne de l'opinion publique signifie que l'opinion publique est devenue une marchandise à acheter et à vendre, à la portée non pas du plus sage, ni même de la majorité, mais du groupe ou de l'individu le plus riche et le plus puissant. Les anciens formateurs de l'opinion, surtout ceux qui le furent traditionnellement comme le prêtre et le professeur, avaient pour motif le bien commun et les besoins de l'individu ; leurs successeurs, ou du moins leurs concurrents d'aujourd'hui ont pour motif principal, sinon exclusif, le désir de gagner de l'argent ou de s'assurer de la puissance.

Evidemment, le fait d'acheter ou de

vendre de l'opinion publique ne poserait pas de problèmes si l'opinion n'était qu'un produit de luxe ou quelque bric-à-brac amusant. Malheureusement, l'opinion publique est probablement la plus grande puissance du monde moderne et dans les démocraties occidentales on peut dire qu'elle est la puissance qui dépasse toutes les autres. Les hommes d'Etat doivent tenir compte de l'opinion publique en prenant leurs décisions sur les questions même les plus sérieuses et le simple homme politique est, évidemment, à la merci du pouvoir indéfinissable, mais toujours présent, du public.

La possibilité de manipuler l'opinion publique trouble le politicien libéral, l'intellectuel et le dirigeant religieux. Dans le rêve libéral, c'était à la libre compétition des idées, à laquelle présidait une espèce de sagesse populaire, de faire apparaître la vérité et d'amener la victoire de la justice. Si les fabricants d'opinion sont aussi puissants que le pensent certains, la victoire appartient non à la vérité, mais à l'idée qui peut jouir du plus grand soutien financier. Bien sûr, le rêve libéral ne fut jamais qu'un rêve, mais l'existence des fabricants d'opinion lui a substitué un cauchemar.

L'intellectuel, le professeur et le penseur voient tous leur pouvoir et leur prestige menacés par de nouvelles professions. Les moyens de diffusion de masse sont beaucoup plus à même de refléter les désirs des masses que les riches idées de l'intellectuel. Les effets d'un livre sérieux sont même susceptibles d'être réduits à néant par la propagande constante de l'annonceur et d'un groupe important désireux de créer une attitude favorable à l'égard de ses activités. Et, ce qui est pire que tout, l'intellectuel se trouve souvent coupé des moyens de communication les plus efficaces et les plus modernes parce qu'il ne peut pas payer et que ses idées ne seront pas payantes.

Le groupe le plus affecté par cette situation est peut-être le clergé qui voit son combat pour certaines valeurs devenir toujours plus inégal parce que l'adversaire contrôle les moyens de diffusion et cherche à renforcer encore les tendances matérialistes déjà si fortes dans l'homme. Comment accomplir l'œuvre de Dieu face à ce qui apparaît souvent comme une vaste conspiration contre le christianisme ?

Tous ces facteurs : les abus, la puissance, l'ampleur des moyens disponibles, le caractère commercial de la formation de l'opinion, la menace contre l'hégémonie de l'intellectuel traditionnel et des chefs spirituels, remplissent les hommes de malaise et même d'angoisse. Peut-être ces craintes ne sont-elles pas justifiées. Elles existent cependant.

D'où viennent-ils ?

Tout essai d'explication des facteurs qui ont donné naissance aux nouveaux fabricants d'opinion ne peut être nécessairement que vague et imprécis. Ils ne sont pas sortis tout armés de la tête de Jupiter. Ils sont les fruits d'une société nouvelle, d'aspirations nouvelles, de techniques et de besoins nouveaux. En même temps, ils ne sont pas seulement les effets mais aussi les causes des circonstances qui leur ont donné naissance. En bref, nous avons affaire à un complexe dans lequel il est impossible de distinguer la cause de l'effet, et même ce qui précède de ce qui suit. C'est pourquoi, nous nous bornerons à indiquer quelques-unes des aspirations, des exigences et des techniques qui semblent particulièrement importantes, sans toutefois leur assigner un poids spécifique.

Les fabricants modernes de l'opinion ont vu le jour parce qu'ils satisfaisaient un besoin né des grandes révolutions sociales intervenues dans les démocraties modernes. Lorsque les révolutions, à la fois techniques et politiques, eurent démolé les vieilles cultures, détruit ou affaibli les anciennes institutions et déplacé les anciennes valeurs, elles donnèrent naissance à l'âge de l'homme commun, un homme doué à la fois du pouvoir politique et économique, mais un homme sans idées claires sur la manière d'employer ses nouveaux pouvoirs. Une fois libéré, l'homme commun avait besoin d'être guidé dans l'usage de sa liberté.

L'école et l'Eglise en échec

En théorie, naturellement, l'école et l'Eglise auraient dû assurer ce guidage. Malheureusement, ces institutions furent souvent en guerre l'une avec l'autre, et l'Eglise se trouvait affaiblie pour des raisons politiques tandis que l'école était souvent chargée des valeurs et des idées d'une autre sorte. En outre, ces deux institutions parlaient souvent un langage incompréhensible pour l'homme commun qui n'avait pas de tradition pour le guider dans sa nouvelle vie. Une telle situation laissait, naturellement, la place à tous ceux qui voyaient qu'il y avait du pouvoir à gagner en formant l'esprit de l'homme nouveau. En fait, même indépendamment de toute raison de profit, la société avait besoin d'une certaine façon d'éduquer l'homme libre.

Les progrès techniques qui donnèrent la presse à bon marché, la radio et la télévision ainsi que le bateau à vapeur et l'avion, fournirent les instruments nécessaires à l'éducation des nouveaux citoyens. Comme ces instruments étaient coûteux et réclamaient pour leur emploi un haut degré de compétence technique, l'Egli-

se et l'école furent dans l'ensemble incapables de les utiliser de façon massive. D'une manière ou d'une autre, ils tombèrent sous le contrôle soit des groupes financiers soit de l'Etat qui, naturellement, avaient intérêt à contrôler ces nouveaux moyens de communication.

Au moment où ces changements se produisaient dans le domaine social et technique, d'autres bouleversements intervenaient dans le monde économique. L'homme commun ne voulait pas

seulement satisfaire ses besoins matériels fondamentaux, mais aussi exprimer son égalité au plan des biens matériels. Il désirait le confort et la stabilité. La production de masse le permettait, évidemment, mais elle demandait des marchés de masse, une conversion rapide et une bonne harmonisation de tout le système de distribution. C'est à ce point que la publicité devint essentielle comme moyen de répandre rapidement et à bon marché l'information économique sur une



LA PUISSANCE DE L'AFFICHE

Une agence d'Allemagne a réalisé une intéressante enquête sur « L'impression faite par les affiches sur le grand public ».

Sans aide d'aucune sorte de la part des enquêteurs, 48 % des personnes interrogées ont pu donner le nom d'un ou de plusieurs produits annoncés par des affiches qu'ils avaient vues peu avant dans la ville.

Ces 48 % se répartissent de la façon suivante : 18 % se rappelaient une affiche ; 13 % 2 affiches ; 13 %

3 affiches ; 3 % 4 affiches ; 1 % 5 affiches et plus.

Avec une légère aide de la part des enquêteurs, un nombre considérable d'autres affiches sont revenues à la mémoire des personnes interrogées.

Un des faits intéressants dégagés par cette enquête est qu'il y a un plus grand nombre d'hommes que de femmes se souvenant des affiches vues récemment.

aire étendue et à tous les échelons de la société. Un réel besoin se fit de nouveau sentir ici qui donna naissance à une nouvelle catégorie de fabricants d'opinion. Bien sûr, le marché de masse en profita aussi pour créer la demande, la façonner et la modifier. D'où les industriels, conscients des profits qu'ils pouvaient tirer de la vente de leurs produits, cherchèrent aussi à utiliser la publicité pour persuader comme pour informer.

Toutefois, les nouveaux fabricants d'opinion n'étaient pas et ne sont pas seulement des serviteurs du profit mais

aussi des gens qui satisfont un besoin réel, non seulement des mercenaires au service de ceux qui désirent la puissance, mais aussi des fournisseurs de la société en services dont elle a besoin. Il faut en tenir compte lorsqu'on considère les significations sociales et morales de leurs activités. Il sera bon toutefois aussi de se souvenir que le besoin qu'ils satisfont aurait dû être en grande partie assuré par l'Eglise et l'école. En bref, il faut insister sur le fait que l'existence des fabricants modernes d'opinion est due jusqu'à un certain point à l'échec d'institutions traditionnelles.

conditions de vie et au moins la possibilité d'infliger des punitions sévères. C'est là une importante condition de succès et comme on ne peut pas la créer dans les nations libres du monde, il n'y a pas à craindre d'éprouver entièrement les techniques du lavage de cerveau à moins d'avoir déjà perdu les libertés fondamentales. En outre, ceux qui ont étudié les raisons du défaut de résistance des soldats américains observent que les techniques ne portaient de fruits que lorsqu'il y avait manque de direction et de cohésion sociale, et spécialement lorsqu'elles étaient appliquées à des hommes qui n'étaient pas porteurs de valeurs universelles. En d'autres termes, les communistes ne pouvaient agir efficacement que lorsque les contrôles sociaux normaux étaient brisés et que chaque homme ne cherchait que son propre confort. En règle générale, la technique était la plus efficace avec ceux dont les cerveaux étaient déjà des feuilles blanches. C'est là aussi une considération importante puisqu'elle indique que le plus grand danger existe seulement lorsque le fabricant d'opinion a à sa disposition un

Quelles menaces ?

Bien que les fabricants d'opinion répondent souvent à un besoin réel, le fait qu'ils travaillent pour le profit et la puissance continue à inquiéter. Ceux qui se jugent responsables en matière d'opinion publique et qui sentent qu'ils ont pour mandat officiel de la contrôler sont, il va de soi, particulièrement sensibles à cet égard. Toutefois, quels sont les dangers réels ? Quel pouvoir possèdent en fait les fabricants d'opinion ? Constituent-ils des forces décisives pour la formation de l'opinion publique ? Leur seule existence a-t-elle modifié la structure des communications dans les sociétés modernes ?

Il est d'autant plus nécessaire de répondre à ces questions que beaucoup de gens ignorent profondément les mécanismes de propagande et leurs limites. Comme la crainte de la propagande peut faire plus de mal que la propagande elle-même, il est nécessaire d'avoir au moins quelques idées fondamentales sur le sujet. Ensuite, comme l'ignorance peut mener à une politique inefficace, et parfois à une résignation pessimiste, elle constitue elle-même un premier danger pour les dirigeants de la société (1).

Le lavage de cerveau

Commençons notre examen par la plus terrible et apparemment la plus efficace de toutes les techniques utilisées pour faire changer les hommes d'opinion : le lavage de cerveau. Deux choses sont claires. Premièrement, les anciennes techniques de lavage de cer-

veau qui impliquaient la torture et les mauvais traitements des prisonniers ont été remplacées dans une large mesure par des techniques plus subtiles d'« éducation ». Les communistes en Corée, par exemple, utilisaient des cours réguliers et des discussions de groupes plutôt que la vio-



Prisonniers américains en Corée.

Les meilleures techniques ne sont pas uniformément efficaces.

lence pure. Deuxièmement, même les meilleures techniques de lavage de cerveau ne sont pas uniformément efficaces. Ainsi, alors que les Américains ont montré en Corée une faible capacité de résistance, les Turcs, eux, ont résisté carrément (2).

Le lavage de cerveau pratiqué par les communistes en Corée et dans les pays situés derrière le rideau de fer implique un contrôle total de tous les moyens formels de communication, des

vide social et moral dans lequel il peut verser ses idées.

S'il ne peut faire de doute que le lavage de cerveau a changé bien des esprits au temps où les soldats étaient dans les camps de prisonniers, il est également vrai que ses effets ne furent pas, dans l'ensemble, permanents. Lorsque les victimes furent soustraites au contrôle des communistes et rendues à leurs foyers, elles retrouvèrent en général leur mode de pensée

(1) Malheureusement, les anciens livres de propagande et de psychologie sociale ont souvent été écrits sans aucune considération des faits, ce qui a eu pour conséquence de faire du public cultivé la victime des théoriciens. Même aujourd'hui, le nombre des livres vraiment scientifiques sur le sujet est limité, et la plupart d'entre eux n'existent qu'en anglais.

(2) L'essentiel de l'information de ces pages est tiré d'une conférence inédite du docteur Mayer, qui fut chargé des enquêtes psychologiques sur les anciens combattants revenus de la guerre de Corée.

régulier. Dans de rares cas seulement furent atteints des résultats observables et permanents. Il semblerait donc que même dans des circonstances idéales, le lavage de cerveau n'est pas une technique toute-puissante.

La propagande totalitaire comme le lavage de cerveau semblent, pour leur succès, dépendre de l'existence de conditions semblables, à la fois dans la société et dans l'individu. Hitler, par exemple, arriva au pouvoir dans une Allemagne démoralisée dans laquelle le peuple aspirait à avoir un chef fort qui lui assurerait la sécurité et lui donnerait un nouvel orgueil national. La première guerre mondiale, le traité de Versailles, l'inflation des années 20 et l'effondrement du *leadership* traditionnel avaient créé un chaos au milieu duquel pouvait se dresser un homme fort. En second lieu, Hitler ne dépendait pas des moyens techniques de diffusion de masse autant que de formations, de groupements, d'activités et de l'organisation soigneuse de tous ceux qui voulaient se décharger de leur violence sur la société (3).

Nos expériences récentes de la propagande totalitaire des Soviétiques indiquent également que même le contrôle de la presse, de la radio et des écoles, sans mentionner celui de certains secteurs même de l'Eglise, ne suffit pas à garantir un pouvoir réel sur l'opinion publique. Après quinze ans de propagande communiste et de contrôle à la fois sur les moyens de diffusion et sur les organisations de jeunesse, la Pologne et la Hongrie n'ont pas été réduites à la merci du communisme. La propagande a échoué parce qu'elle avait à faire face à la fois à un farouche nationalisme et à des dirigeants forts et éclairés, surtout du côté de l'Eglise. En d'autres termes, le *leadership*, la cohésion sociale et un ensemble puissant de valeurs universelles peuvent rendre nul même le plus puissants des efforts tentés pour façonner les esprits.

La propagande politique

Les points soulignés plus haut semblent confirmés par les résultats d'études américaines faites sur les effets de la propagande politique, par les moyens de diffusion de masse. Comme ces études ont été effectuées dans des circonstances normales, alors que tous les partis avaient une liberté

(3) Ceux qui s'intéressent à l'étude des techniques de Hitler devraient lire l'ouvrage de Hadley Cantril : *The Psychology of Social Movements* (New York, John Wiley and Sons, 1941).

(4) Les meilleures études sur la psychologie électorale aux Etats-Unis sont probablement *The People's Choice*, de Paul Lazarsfeld (New York, Columbia University Press, 1944), et *Voting : A study of Opinion Formation in a President Campaign*, par Bernard R. Berelson, et d'autres (University of Chicago Press, 1954).



Journaux muraux en Tchécoslovaquie.

Confirmation ? Activation ? Conversion ?

relative d'exprimer leurs vues, elles sont probablement plus à même d'indiquer l'attitude correcte à adopter devant les fabricants d'opinion dans les sociétés occidentales. De plus, le fait qu'elles corroborent les observations faites plus haut indique que nous avons probablement affaire à des facteurs vraiment fondamentaux et quasi universels. (4).

Les moyens de diffusion de masse ont trois effets principaux sur le public, bien que l'incidence de ces effets varie considérablement. Le premier de ces effets et de loin le plus commun est l'effet de maintien ou de confirmation. Ce qui veut simplement

dire que dans la plupart des cas les moyens de diffusion de masse ne font que renforcer l'opinion que les gens ont déjà. Ils renforcent plus souvent cette opinion qu'ils ne la changent. En d'autres termes, les moyens de diffusion de masse connaissent leur plus grande efficacité lorsqu'ils disent aux gens « vous avez raison ». Le second ou l'effet activant, est beaucoup moins commun que le premier, mais beaucoup plus que le troisième, l'effet de conversion. Par leur effet activant, les moyens de diffusion de masse rendent quelqu'un conscient de dispositions déjà existantes chez lui et lui montrent comment les formuler et les exprimer dans le cours d'une activité.

Ici, ces moyens sont des catalyseurs plutôt que des causes, des organisateurs de l'opinion latente plutôt que des créateurs. De tels effets sont, naturellement, les plus probables sur des individus n'ayant pas d'opinion formée sur le sujet en question.

Enfin, il y a l'effet de conversion, c'est-à-dire le passage d'une opinion à une autre. Cet effet est relativement rare. Bien qu'on n'ait pas beaucoup de preuves, il semblerait que cet effet soit le plus commun sur ceux qui sont insatisfaits ou inquiets de leur opinion présente ou qui en cherchent une nouvelle.

Les mêmes études qui ont porté sur les effets des moyens de diffusion de masse dans les campagnes politiques font observer, en plus, que l'influence principale qui s'exerce sur l'opinion de la majorité des gens est celle de leur groupe ou de leurs groupes. Ce qui revient à dire que les divers groupes d'amis, de connaissances, de collègues dans le travail sont aujourd'hui comme dans le passé les plus grands formateurs d'opinion. Cette conclusion est confirmée à son tour par un travail expérimental qui indique que la persuasion au plan personnel, entre quatre yeux, est encore la plus efficace et qu'elle n'a pas été remplacée par les moyens de diffusion de masse.

Bien que les conclusions ci-dessus soient données sans réserves ni précisions suffisantes, elles sont cependant assez nettes pour permettre d'en tirer certaines autres, importantes. La persuasion de masse et la fabrication de l'opinion sur des sujets politiques ne devient réellement dangereuse que dans les cas suivants. Premièrement, lorsque l'opinion existante qu'elle renforce est déjà malsaine ou pauvrement fondée. Deuxièmement, lorsqu'il existe un nombre important d'éllecteurs

indécis dont les dispositions fondamentales sont telles qu'elles peuvent être « activées » en faveur de vues dangereuses. Enfin, lorsqu'un nombre important de gens sont en quête d'une nouvelle opinion pour une raison ou pour une autre. En bref, la persuasion et la fabrication de l'opinion par des moyens de diffusion de masse sont surtout à craindre lorsque l'état des esprits est déjà mauvais. ou lorsqu'il existe un vide à combler. Evidemment, lorsque les fabricants d'opinion se sont déjà infiltrés dans des groupes locaux, autrement dit lorsqu'ils emploient la plus vieille des techniques, le danger est encore accru.

Une espèce subtile de censure

Si la fabrication de l'opinion publique par les moyens de diffusion de masse a des limites très définies, au moins en tant que force pour changer le contenu des opinions des gens, la fabrication organisée de l'opinion a certains effets sur la structure des communications de pensée qui la rend potentiellement très dangereuse. Ceux qui contrôlent ces moyens, que ce soient des intérêts privés ou l'Etat, peuvent ralentir le flot de l'information utile qu'ils jugent indésirable. Bien que ce pouvoir soit loin d'être absolu, son existence même constitue un des problèmes non résolus des sociétés démocratiques modernes. Un mot sur chacun des effets signalés permettra de faire la lumière sur le danger impliqué.

Dès le départ, il est nécessaire de se rappeler que d'ordinaire l'opinion des individus, même si elle est très largement répandue, ne peut pas avoir son plein effet si elle n'est pas organisée et amenée à s'exercer sur un sujet. Ainsi, chacun dans une société donnée peut savoir que le gouvernement est corrompu et lui permettre quand même de continuer à exister sans protester activement. Lorsque le fait de la corruption est porté devant l'opinion publique et que chacun sait qu'elle est de notoriété publique, il devient alors possible d'amener l'opinion à s'exercer en faveur d'une réforme. D'habitude, cette union des opinions ne peut être obtenue que par les moyens de diffusion de masse, bien qu'il existe des cas nombreux où il semble qu'elle se produise spontanément.

Si les réformateurs manquent de fonds pour utiliser des moyens de diffusion de masse, ou si on leur refuse délibérément l'usage de ces moyens, ce n'est qu'avec difficulté qu'ils pourront organiser l'opinion publique en vue d'obtenir des changements. Comme le coût élevé des moyens de diffusion de masse mène à une concentration toujours plus grande de ces moyens entre les mains de quelques-uns, ce

blocage ne peut que devenir de plus en plus courant.

Même lorsqu'il n'y a aucun blocage direct et délibéré de la part de ceux qui chercheraient à organiser l'opinion publique, il existe une espèce subtile de censure filtrant l'information hostile aux intérêts de ceux qui contrôlent les moyens de diffusion. Comme ces moyens de diffusion de masse deviennent de moins en moins un vrai service public, ceux qui les possèdent peuvent tendre à s'identifier au système existant et veiller à ce que des idées qui lui sont hostiles ne circulent point. En admettant que les effets d'une telle situation soient largement négatifs, ils peuvent constituer quand même un réel danger. En fait, comme nous le verrons dans les sections suivantes sur la publicité et les public relations, il y a des signes qui montrent que le danger va grandissant.

Trois groupes tiennent 50 % du tirage des quotidiens anglais

Le groupe anglais « Associated News », qui publie le conservateur Daily Mail et l'Evening News, a racheté pour 1.500.000 livres (21 millions de NF) le libéral News Chronicle (1.200.000 exemplaires) et The Star (800.000 exemplaires).

C'est en raison d'une baisse des revenus publicitaires (les annonceurs réservant une part croissante de leur budget à la télévision) coïncidant avec une augmentation du coût de fabrication, que le News Chronicle s'est trouvé en difficulté. Il n'est pas le premier en Grande-Bretagne à connaître cette situation ni à être absorbé. Les moins armés des journaux sont menacés et la tendance à la concentration des entreprises est renforcée. Cinquante pour cent du tirage total des quotidiens britanniques est contrôlé par trois groupes seulement et l'on parle de nouvelles fusions.

La publicité

Il faut dès le départ distinguer entre la puissance de la publicité à vendre un produit et sa puissance à créer un besoin ou à inculquer une idée. Dans ses tentatives en vue de remplir cette dernière tâche, la publicité souffre des mêmes limitations que les moyens de diffusion de masse et la propagande en général. Elle peut renforcer des idées existantes, « activer » des opinions latentes mais inexprimées, ce n'est que rarement toutefois qu'elle arrive à produire un réel changement dans l'opinion. Bien que les agents de publicité parlent souvent de créer des besoins et de vendre une idée de vie heureuse, et bien que leurs critiques les accusent de promouvoir le matérialisme, la publicité est da-

La télévision dans le monde

D'après une statistique de janvier 1960 on compterait 86 millions de récepteurs de télévision sur l'ensemble de la planète. La répartition serait la suivante :

— Europe occidentale	18.472.492
— Europe orientale	4.221.144
— Amérique du Nord	55.108.000
— Amérique Centrale	1.356.000
— Amérique du Sud	1.645.000
— Asie	3.300.000
— Australie et Océanie	800.000
— Afrique	35.000

La France compte 1.800.000 récepteurs de télévision (dont 15.500 dans les cafés et autres lieux publics) ; l'Allemagne : 4.800.000 ; la Grande-Bretagne : 9.800.000.

Les pays neufs s'équipent aussi : on relève que les gouvernements s'en occupent sérieusement au Nigeria, en Egypte, en Rhodésie, en Irak, au Cambodge, en Nouvelle-Zélande, etc.

vantage un reflet des idées qui prévalent que leur cause. Même lorsque la publicité est pratiquement la cause de quelque idée ou de quelque attitude nouvelle, son succès est probablement dû à des circonstances favorables plutôt qu'à un grand pouvoir qui lui serait inhérent.

Mais que dire de la publicité cherchant à vendre des produits ? Des études effectuées aux Etats-Unis montrent que la publicité est la plus efficace lorsqu'elle fournit des renseignements dont le consommateur a besoin et qu'il souhaite avoir. Cela pourra surprendre beaucoup de gens qui voient la publicité en termes de persuasion poétique, fondée sur toutes sortes de techniques subtiles faisant appel aux instincts les plus fondamentaux, mais le fait demeure que c'est lorsqu'elle dit au consommateur ce qu'il peut acheter, où et à quel prix, qu'elle vend le mieux.

Les types les plus « persuasifs » de publicité semblent être les plus efficaces lorsqu'ils sont appliqués à la marque d'un certain produit déjà employé, qui jouit de certaines associations émotionnelles et se vend à un prix relativement bas. En langage simple, disons que la réclame persuasive connaît sa plus grande efficacité dans des domaines où les gens ne sont pas d'emblée très rationnels et où elle ne cherche qu'à faire porter leur choix d'une marque sur une autre. Comme l'a noté un spécialiste, il est assez facile d'engager le consommateur à préférer le savon de beauté B au savon de beauté A, mais cela ne veut pas dire qu'il soit facile d'apprendre d'abord aux gens à employer du savon ou à modifier complètement leur attitude face à la consommation ou face à la vie en général.

Ce dernier point a été démontré de façon suffisamment concluante par le professeur Borden dans son ouvrage sur les effets économiques de la publicité (5). Lorsque la publicité vise à vendre un type de produits plutôt que telle marque commerciale, son succès est en grande partie déterminé par les tendances fondamentales dans une société. Si les gens ont tendance à acheter des voitures, alors la publicité peut faire monter légèrement le chiffre des ventes de voitures, mais si la tendance va à l'opposé, comme ce fut le cas durant la récession aux Etats-Unis en 1957-1958, la publicité est pratiquement sans utilité. Il est intéressant d'observer dans ce contexte que la tendance américaine à acheter de petites voitures européennes a débuté avec peu sinon pas du tout de publicité, et qu'elle a continué à progresser en dépit des grosses sommes dépensées en publicité pour vendre les grosses voitures américaines. On pourrait donner des exemples semblables en

Le prix de la publicité

- Pour glisser leur mot sur les antennes d'Europe N° 1, 30 secondes seulement, juste avant 19 heures, les annonceurs de publicité payent 2.500 NF et le dimanche, de 20 heures à 21 heures, 3.000 NF. A Radio-Luxembourg, le tarif de ces 30 secondes monte à 2.131 NF et 3.570 NF... A Radio-Luxembourg également, 15 minutes d'émissions patronnées dont 45 secondes de publicité coûtent le même prix mais il s'y ajoute alors les frais artistiques et techniques de réalisation qui, dans les émissions ordinaires multiplient généralement par deux le prix « temps » et dans les émissions à grand spectacle peuvent le multiplier par quatre.
- Les films publicitaires d'entractes d'une minute coûtent à la production 10 à 20.000 NF et le dessin animé entre 500 et 1.000 NF le mètre. Le tarif de projection varie suivant l'importance de la catégorie de la salle de cinéma de 0,80 à 20 NF.
- Le rôle de l'affiche n'est plus à démontrer, mais il semble que la même affiche doit être vue environ quinze fois pour qu'elle produise un effet. Le budget d'une campagne de publicité par affiches d'un mois dans toutes les villes et communes de France de plus de cinq cents habitants, varie de 500 à 800.000 NF. A Paris seulement, pour quinze jours, il se monte à 100.000 NF.
- Les annonces dans les quotidiens à grand tirage (plus de 400.000 exemplaires) reviennent entre 7,75 et 14,50 NF le millimètre (une ligne égale 2,5). Dans les grands magazines hebdomadaires 21.500 NF et en couleur 39.500 NF.
- En France, divers produits d'alimentation (graisse, biscuits, boissons, conserves, chocolat) ainsi qu'un certain nombre de produits de nettoyage n'ont pas hésité à consacrer 1 milliard 33 millions 200.000 francs de publicité en 7 mois dans 22 quotidiens.
- On retrouve cet effort dans tous les pays. Aux U.S.A., l'Américain moyen est exposé à 1.550 annonces par 24 heures. En Grande-Bretagne, la publicité a représenté un chiffre d'affaires de 350 millions de livres en 10 mois dont 92,9 millions pour la presse (soit une augmentation de 8,7 %) et de 58,4 millions pour la télévision (soit une augmentation de 21 %).

ce qui concerne la vente des cigares, des bières, des vêtements pour hommes, des chapeaux de femmes et même de certains savons.

De plus, la publicité ne peut pas, en général, vendre un mauvais produit, bien qu'elle parvienne à en vendre de médiocres. Les agents de publicité eux-mêmes insistent sur ce point. On peut vendre une fois au consommateur un produit sans qualité, mais lorsqu'il en a fait l'essai lui-même, aucun budget de publicité, si élevé soit-il, ne sera suffisant pour le lui faire acheter de nouveau. Les plus

grosses firmes de publicité sont si conscientes de cela qu'elles ne peuvent accepter de travailler pour un produit de qualité inférieure sans risquer de s'exposer elles-mêmes à la faillite. Ce qui confirme un vieux principe du docteur Goebbels qui déclarait que la propagande n'est pas heureuse lorsque les gens peuvent découvrir la vérité par eux-mêmes.

Un certain volume de pression

La publicité connaît son meilleur rendement lorsqu'elle informe ou renforce des opinions ou des attitudes déjà existantes. Ici, donc, comme dans les sections étudiées plus haut, les vrais dangers viennent des attitudes déjà existantes, ou du fait qu'il existe un manque d'opinion combiné avec une vague prédisposition à des opinions malsaines.

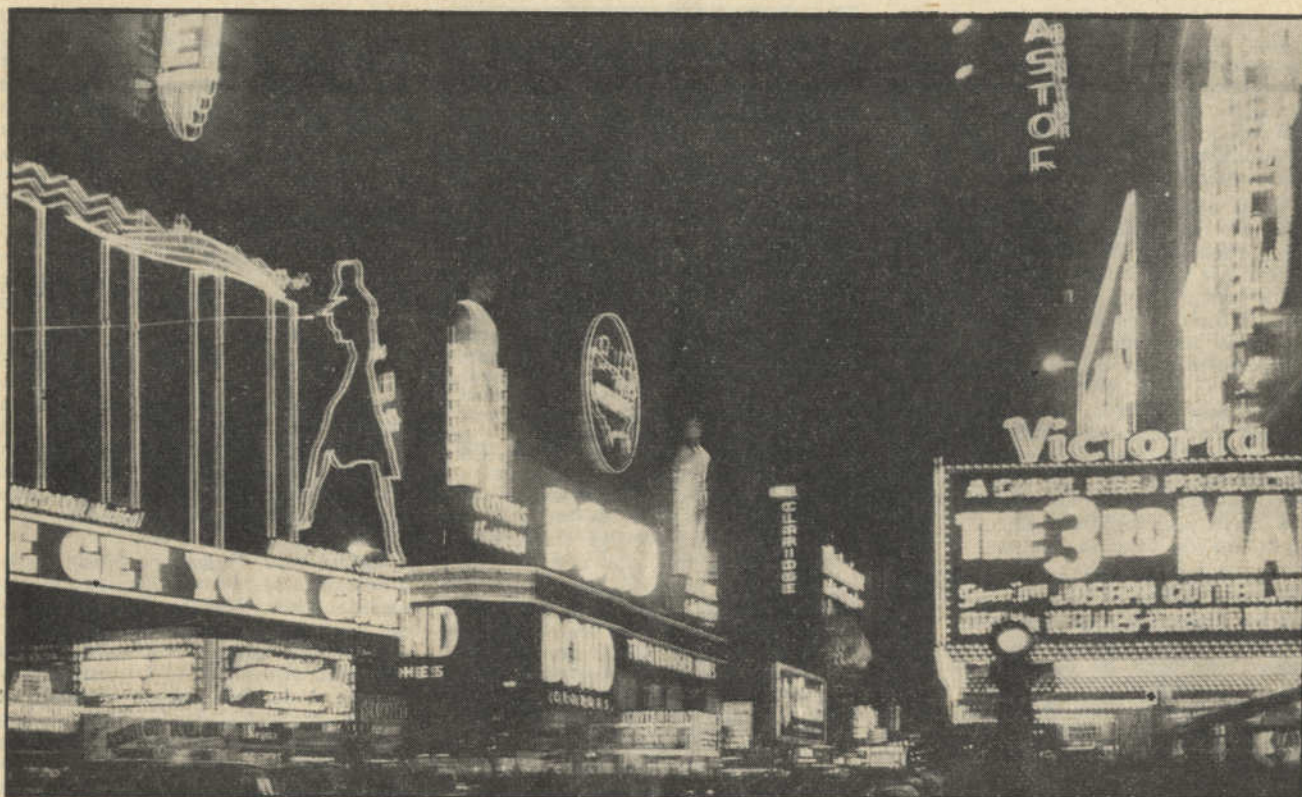
Malgré tout, l'existence même de la publicité massive pose certains problèmes pour la société. La publicité fournit une grande partie du soutien financier des moyens de diffusion de masse. Elle a ainsi une certaine influence à la fois sur le contenu et sur la structure de la diffusion de masse elle-même. Bien que les effets ultimes de ces répercussions soient largement négatifs, ils peuvent être d'une certaine importance.

Parce que bien des moyens de diffusion dépendent de la publicité pour leur existence, et parce que leurs revenus publicitaires dépendent de l'importance de leur circulation, les grands moyens de diffusion tendent à donner aux gens ce qu'ils désirent plus que ce qu'ils devraient avoir. C'est ainsi que, pour attirer une masse de lecteurs, le contenu des magazines et des journaux est présenté de façon simple et attirante. La photo remplace la page imprimée, la pin-up remplace l'analyse politique sérieuse et la personnalité des grandes figures politiques de l'heure remplace tout examen des vrais problèmes et des vrais principes. Le contenu des journaux à grand tirage tend ainsi à être si dilué que le lecteur est tenu à l'écart de toute discussion sérieuse des problèmes.

En second lieu, le fait que les moyens de diffusion dépendent des revenus publicitaires les rend particulièrement vulnérables aux pressions de l'annonceur et de l'ensemble du monde des affaires. Même en l'absence de pression caractérisée, l'éditeur hésitera à imprimer une histoire déplaisante sur une firme qui dépense des millions pour soutenir son journal.

Il existe en outre un certain volume de véritable pression. Combien, on ne saurait le dire. Les enquêtes officielles concluent généralement qu'il s'agit d'un minimum, mais le journaliste lui-même vous racontera plus d'une histoire sur les pressions qu'on exerce sur lui. Bien qu'il soit impossible de don-

(5) Chicago : Richard D. Irwin, 1942.



L'invasion publicitaire

D'avantage un reflet des idées et des besoins que leur cause.

ner une réponse claire sur ce point, cette situation constitue une menace en puissance pour la liberté effective de la presse, et pour tout le système de communication des idées nécessaires au fonctionnement d'une démocratie.

Les « public relations »

La profession de conseiller en *public relations* est si récente que bien des gens pourtant instruits n'ont pas d'idée claire sur ce qu'elle comporte. En fait, même ceux qui pratiquent les *public relations* ne sont pas d'accord sur la fonction qu'ils exercent. Pour certains il s'agirait d'un moyen d'obtenir de la publicité gratuite ; pour d'autres, d'un instrument employé pour contrecarrer les opinions défavorables à une firme ou une institution ; pour d'autres encore, ce serait presque un genre de vie ou une philosophie fondée sur l'idée que la compréhension mutuelle amènera un nouvel ordre social (6).

Malgré leur ambiguïté, les *public relations* sont à tout le moins un effort visant à former les opinions de tous ceux qui ont une influence directe ou indirecte sur le fonctionnement d'une firme, d'un bureau gouvernemental ou de toute autre personne

morale. Pour atteindre ce but, l'agent de *public relations* cherche à exposer son histoire au public, à attirer son attention sur les événements importants qui affectent sa firme et même à modifier le comportement de celle-ci de façon à recueillir l'approbation publique.

Bien que nous n'ayons qu'une petite idée du succès que rencontrent en fait les programmes de *public relations*, il existe dans cette profession certaines pratiques courantes qui semblent poser de vrais problèmes. Comme on connaît très peu de chose sur leurs effets, je ne ferai qu'en donner la liste assortie de quelques mots de commentaires (7).

Tout d'abord, nombre d'agents de *public relations* cherchent à s'introduire dans les écoles et, en gagnant l'approbation des professeurs, à introduire leur littérature dans le programme des cours. En certains cas, des groupes industriels tentent même d'influencer le contenu et l'utilisation des manuels scolaires qui pourraient être hostiles à leurs positions. De telles activités peuvent constituer une réelle menace pour l'indépendance de l'une des forces sociales les plus fondamentales.

Deuxièmement, les bulletins d'information des experts en *public relations*, que ce soit au service de l'industrie ou

du gouvernement, sont souvent imprimés par les éditeurs sans le moindre contrôle de leur véracité, de leur parti pris ou du but réel qu'ils poursuivent. Comme les *public relations* tendent à être une propagande occulte, une telle pratique peut entraîner la ruine de la crédibilité de la presse.

Troisièmement, bien qu'il soit difficile d'obtenir des preuves que l'on puisse produire publiquement, les professionnels admettent qu'il existe une grande part de corruption et de pression utilisée pour placer dans les organes de diffusion des histoires favorables ou atténuer, sinon supprimer, des nouvelles défavorables. Si des pratiques de ce genre continuent à se

(6) Cette sorte d'idéalisme imprègne le Code professionnel des Relations publiques de l'Association française des Relations publiques. Il est certain que la pensée de ce groupe est très en avance sur la plupart des organes engagés dans la fabrication de l'opinion publique. Ceux qui seraient intéressés par des explications détaillées sur ce que devraient être les *public relations* devraient lire l'ouvrage de H. Verdier : *Les Relations publiques* (Paris, Ed. de l'Entreprise moderne, 1959).

(7) Le R.P. Garrett travaille en ce moment à un livre qui traitera de ces problèmes de façon assez détaillée. Cependant, les problèmes semblent devenir de plus en plus complexes au fur et à mesure que le temps passe, et il faudra encore plusieurs années de recherches.

développer elles pourront, jointes aux pressions de la publicité, affaiblir encore la structure des communications.

Quatrièmement, l'expert en *public relations* invente souvent des nouvelles et des événements pour attirer l'attention du public et recueillir son approbation. Bien que certaines de ces nouvelles ne soient que de la pure réclame, d'autres impliquent la création de fondations et d'instituts philanthropiques au service de quelque nécessité publique. Comme la propagande par des faits est beaucoup plus efficace que la propagande par des mots, de telles activités peuvent constituer un réel danger pour un public qui n'est pas au courant de la signification réelle de l'événement.

Enfin, comme la plupart des programmes de *public relations* sont des affaires à longue portée s'étendant

parfois sur une période de vingt années, ils peuvent, par un processus d'érosion et de changement progressif, avoir des effets que ne sauraient produire une publicité ou une propagande à court terme. C'est là un point qui réclame une étude attentive puisque nous n'avons aucune idée de ce que sont les effets à long terme d'une formation de l'opinion.

En même temps, il faut admettre que l'idée des *public relations* visant à faire connaître au public ce qui se passe dans le domaine des affaires a quelque chose de très recommandable. En fait, comme les sources normales d'information de ce genre sont souvent inadéquates, un programme de *public relations* peut répondre à un besoin réel dans la société moderne. Tout le problème, ici comme ailleurs, consiste à apprécier correctement les dangers et les services rendus.

Responsabilités et réformes

Les pages précédentes, bien que forcément schématiques, indiquent pourtant qu'il y a deux domaines dans lesquels surgissent les problèmes : celui du contenu et celui de la structure des communications ainsi que de la conduite professionnelle. Si les données ne sont pas suffisantes pour poser les problèmes de façon décisive, elles permettent tout de même de tenter plusieurs généralisations sur leur nature. Ces généralisations, à leur tour, fournissent la base de quelques suggestions en vue de déterminer les responsabilités ainsi que les possibilités de réforme.

L'état de l'opinion

Ce que nous avons vu plus haut semblerait indiquer que les fabricants d'opinion constituent un danger potentiel important seulement dans un nombre limité de situations. En supposant qu'ils cherchent en fait à répandre des idées et des attitudes malsaines, ils ne deviennent une menace réelle que lorsque leurs idées sont déjà largement répandues ou lorsque la société se trouve dans un tel chaos qu'il y a en même temps un vide de valeurs et une aspiration à en sortir. Toutefois, même dans ces situations, ceux qui désireraient façonner les esprits ne peuvent espérer grand succès s'ils ne sont pas combattus et peuvent contrôler les petites groupes qui sont les formateurs dominants de l'opinion.

Le vide et l'état de chaos social peuvent, il va de soi, être amenés par des guerres, des révolutions et des catastrophes naturelles. Ils peuvent également être le résultat d'un manque de *leadership* et de la faiblesse des institutions chargées de former l'opinion et

vent naturellement résulter d'une réaction incontrôlée aux maux que comporte l'ordre social existant. Mais parfois il arrive aussi qu'elles résultent de conditions sociales qui brisent les hommes, les étouffent ou les réduisent à un état sous-humain. Elles peuvent encore résulter d'une corruption systématique et prolongée de l'Etat ou de l'Eglise de la part de ceux qui recherchent le pouvoir. Il n'existe pas de formule simple et, dans la plupart des cas, une variété de causes à la fois humaines et matérielles sont probablement à l'œuvre.

Ces observations indiquent, semble-t-il, qu'on ne saurait résoudre le problème de l'opinion publique par l'éducation seulement. Si le danger vient de l'ensemble du contexte et non simplement de ce qui est communiqué par d'autres hommes, il faut, dans toute tentative pour formuler une politique appropriée, considérer ce qui est matériel et ce qui est institutionnel. En tout cas, on ne peut résoudre les problèmes en créant simplement des obligations aux fabricants d'opinion ou en les blâmant pour tous les maux de la société.

La morale et la profession

Le second groupe de problèmes concerne non l'influence positive des fabricants d'opinion sur le contenu de l'opinion publique, mais leur influence négative sur la structure qui gouverne la plus grande partie des informations publiques dans la société moderne.



La responsabilité et les possibilités de l'Eglise.
En contact direct et constant avec les hommes.

Le danger ne vient pas seulement de la mauvaise foi de certains individus peu scrupuleux, mais de la situation économique et technique dans laquelle s'exercent ces professions. La société a besoin d'une certaine forme de diffusion de masse, mais cela coûte cher. C'est pourquoi, comme souvent, le public n'est pas désireux de supporter directement la dépense, on a vu se développer d'autres soutiens. Dans certaines nations les moyens de diffusion de masse sont entre les mains des partis politiques, dans d'autres entre celles de l'Etat, dans d'autres en-

core ce sont des intérêts privés dotés d'importantes ressources qui les détiennent. Dans toute société, ceux qui possèdent l'argent ou détiennent le pouvoir ont tendance à les contrôler.

En réalité, le problème est plus compliqué encore du fait que l'on ne sait pas toujours clairement ce que sont les moyens de diffusion de masse et à quoi ils servent. Les intellectuels peuvent affirmer qu'ils devraient être les véhicules de l'éducation et de la culture, mais en réalité ce sont plus souvent des moyens de distraction et d'évasion. Théoriquement, ils ne devraient servir que les intérêts du public, en pratique, ils doivent servir une variété de maîtres : les détenteurs de stocks, les annonceurs, la masse du peuple.

De façon assez étrange même, les fabricants d'opinion eux-mêmes ne sont pas toujours sûrs de ce qu'ils sont. Si nous avons parlé d'eux comme de professionnels, ce n'était que dans un sens très large. Certains estiment être les membres d'une profession nouvelle qui a ou devrait prendre sa place à côté des professions plus traditionnelles engagées dans l'enseignement, la prédication, la pratique de la loi et de la médecine. D'autres se considèrent comme de simples techniciens habiles à vendre au plus offrant. D'autres encore ne se sentent que des employés donc dépendant d'abord de leurs employeurs et des détenteurs de stocks. Bien que des efforts aient été faits pour éclaircir le rôle social des professionnels dont nous parlons, un véritable accord n'a pas été trouvé jusqu'ici.

Tant que la situation est ambiguë, les membres des professions qui fabriquent l'opinion ne savent pas ce qu'on attend d'eux dans un grand nombre de cas et tendent donc à faire ce que tous les autres font. Comme, en outre, ils ont souvent à prendre des décisions pour lesquelles il n'existe pas de ligne de conduite simple et claire, et sur les buts desquels on s'entend peu, ils doivent s'appuyer sur un vague sens moral ou sur ce qu'ils jugent être pour le mieux. En fait, c'est peut-être ce manque de toutes normes utiles qui fait de la nouvelle structure des communications un danger virtuel pour la société. Ce qui veut dire simplement que, en dernière analyse, le problème des structures est un problème de valeurs.

Même les fabricants d'opinion qui ont réfléchi sur les rapports avec le public et possèdent des idées claires et solides sur la responsabilité fondamentale qu'ils ont de protéger la liberté de communication sont souvent dans l'embarras en certains cas particuliers. Ayant affaire à une masse sans visage, ils ne savent pas en toute certitude comment leurs actions affecteront les autres. Contraints de prendre des décisions sur des problèmes compliqués, ils se sentent souvent incapables de juger

ce qui est correct et ce qui ne l'est pas. Et pour comble, l'homme de bien est en concurrence avec des individus sans scrupules qui s'empareront de toute affaire douteuse qu'il ne prend pas. En vérité, il est souvent dans une position où trop d'insistance sur les principes peut détruire la possibilité qu'il a de faire quelque bien à la longue.

Tout cela tend à montrer que le problème des structures et de la conduite professionnelle n'est pas facile à résoudre. Les professionnels ne savent pas ce que la société attend d'eux et ne possèdent souvent aucune norme. Même lorsqu'ils sont doués d'un sens aigu des responsabilités, ils peuvent se trouver dans l'incapacité de juger des situations concrètes et contraintes ainsi de suivre les pratiques acceptées par leurs associés.

Si schématique et simplifiée que soit cette analyse, elle indique que nous avons affaire à des problèmes sociaux et moraux d'une grande complexité et d'une ambiguïté correspondante. En vérité, la première et la principale conclusion de cette étude doit être qu'il ne saurait y avoir aucune vraie solution tant que les questions soulevées n'auront pas été étudiées en profondeur. Faute d'une vraie compréhension des forces à la fois humaines et matérielles qui forment les opinions, et de la structure précise du pouvoir de la société moderne, nous ne pouvons espérer arriver à des normes réalistes et à des solutions pratiques des problèmes posés non seulement par les fabricants d'opinion, mais par l'opinion publique elle-même.

Bien que pour tout jugement concluant il faille attendre encore, quelques suggestions peuvent servir de guides provisoires à la fois pour la recherche et pour l'action.

La famille, l'école, l'Eglise

Tout ce qui a été dit sur le pouvoir limité des fabricants d'opinion et sur la nature des situations virtuellement dangereuses montre que la principale responsabilité au plan de l'opinion publique se trouve au foyer, à l'école et à l'Eglise. Cela est vrai non seulement parce que le foyer, l'école et l'Eglise ont une claire obligation *ex officio* de former des attitudes et des idées, mais parce que eux seuls sont en contact constant et direct avec les hommes. Comme ce genre de contact est encore ce qui est le plus efficace pour former l'opinion, ces trois institutions ont une responsabilité proportionnée à leur pouvoir.

Comme les plus grands dangers surviennent lorsqu'il y a un vide, une saine formation au plan des valeurs et des attitudes sera la meilleure mesure préventive à la disposition de la société. Ces institutions étant celles qui sont les moins entravées par les nou-

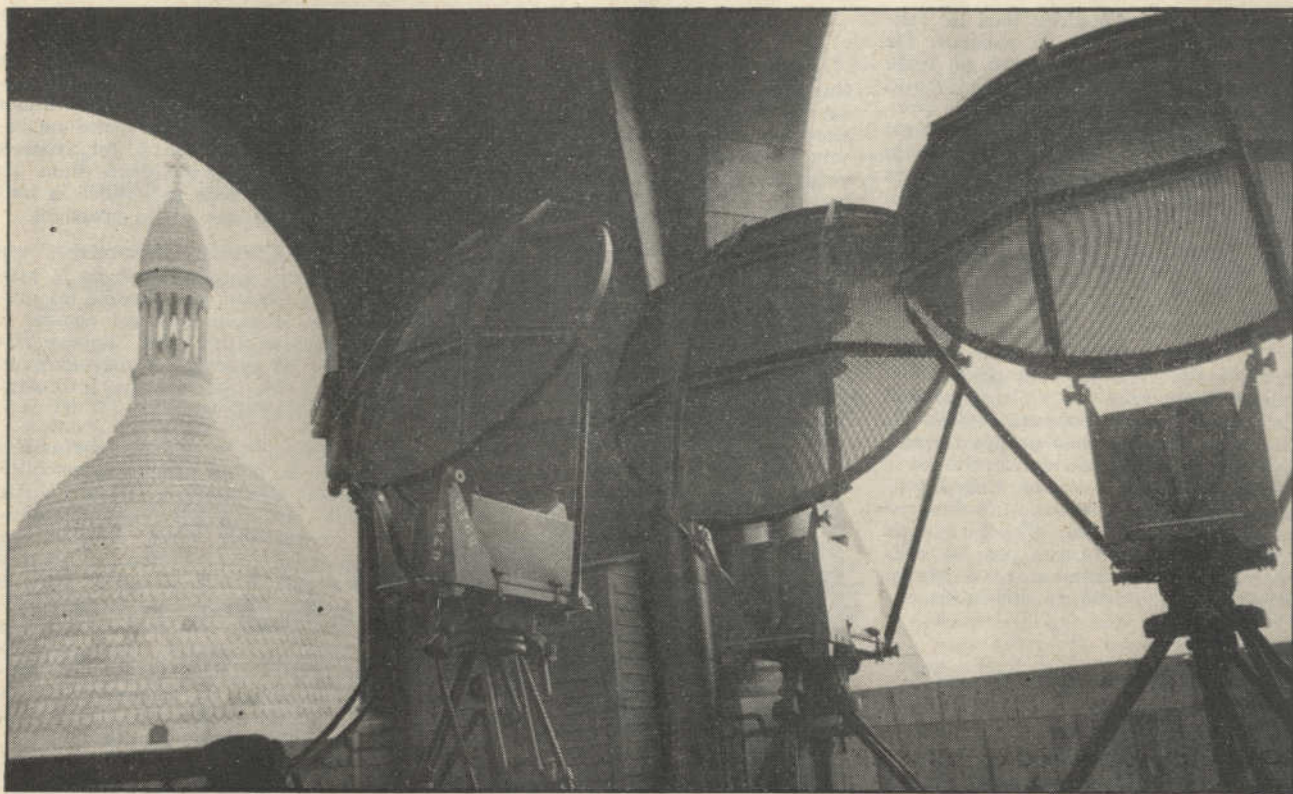
La présence de l'Eglise

L'attention de l'Eglise aux problèmes posés par les moyens de communication de masse n'est pas récente. Sa dernière expression est la constitution, pour la préparation du Concile, d'un secrétariat « pour la presse, la radio, le cinéma et la télévision ». Là se rencontrent des expériences de caractères divers : celle de la Commission pontificale pour le cinéma, la radio et la télévision au plan de l'administration romaine — celle de l'Office catholique international du cinéma, de l'Union internationale de la Presse catholique et de l'Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision au plan des organisations internationales catholiques (1). L'encyclique *Miranda prorsus* de Pie XII (8 septembre 1957) avait donné un dynamisme nouveau à tous ces mouvements de l'Eglise.

A l'échelle nationale, on commence à voir se multiplier des « Journées nationales pour les techniques de diffusion » par lesquelles le public est informé à la fois des dangers et des possibilités de ces techniques et des militants sont formés : ainsi tout récemment en Espagne, en Belgique, au Canada. Une semaine pastorale qui a réuni cet automne à Venise quelque deux cent cinquante prêtres italiens autour des mêmes problèmes a aussi formé le vœu que soit organisée en Italie une pareille « Journée nationale ». En France, c'est surtout à l'échelon diocésain que l'on voit depuis longtemps se multiplier les occasions d'information des fidèles et de formation des militants.

La présence de l'Eglise se traduit aussi par le souci de former des techniciens chrétiens. Tel est l'objet par exemple des écoles catholiques, de journalisme, comme il en existe en France (à Lille), aux U.S.A., en Colombie, en Argentine, en Belgique, en Suisse, au Brésil et à Rome, et comme il vient d'en être fondée une en Espagne. Dépassant même le cadre du journalisme, on voit des institutions se préoccuper de donner des chrétiens formés aux techniques audio-visuelles dans leur ensemble : ainsi les Frères de Saint Paul en Italie et en France et l'école Saint-Luc à Tournai, en Belgique.

(1) Pour plus de détails, voir notre n° 100.



Le clocher et les relais de télévision.

Il ne s'agit pas de ravauder un vieux monde, mais d'en édifier un nouveau.

velles structures économiques qui font pression sur les moyens de diffusion de masse, et n'étant pas orientées vers le profit, elles jouissent d'assez de liberté pour assurer au moins quelque espoir de succès.

Il faut reconnaître, bien sûr, que famille, école et Eglise ne peuvent réussir à moins d'être à même de distinguer, dans ce qui est nouveau, ce qui est sain et ce qui est hostile aux valeurs fondamentales. Ce qui, à son tour, implique qu'elles doivent entreprendre un effort immense pour comprendre leurs propres traditions et distinguer de la valeur culturelle elle-même, ce qui est pure coutume et véhicule de culture. Une telle compréhension réclame de ces institutions qu'elles s'engagent dans une saine autocritique et qu'elles acceptent d'écouter les critiques de la jeunesse, et tout spécialement de ceux des jeunes qui semblent prêts à se révolter. En admettant qu'un tel effort puisse être pénible et même dangereux, s'il n'est pas contrôlé, il semble bien être une préparation indispensable à toute vraie réforme et à toute action efficace.

Les institutions de base doivent accorder en outre une attention vigilante à tous les facteurs non-verbaux et non-conceptuels qui influencent les

opinions. Marx n'avait pas entièrement tort lorsqu'il insistait sur le pouvoir des institutions et des conditions sociales pour former l'éthique de la Société. Les jeux, la récréation, le cadre du logement, les transports et tout le style de vie exercent une influence également grande, même si elle est moins mesurable, sur les idées et les attitudes. Pour guider et former les opinions, il faut créer des conditions convenables et imprégner toute phase de la vie des valeurs qui sont fondamentales et essentielles.

Tout cela réclame un véritable esprit créateur et une vraie vigueur intellectuelle ainsi qu'un *leadership* qui ait le courage de guider. Si les institutions de base ne sont affectées qu'à des positions défensives, tout peut être perdu. La principale responsabilité n'est pas de ravauder un vieux monde, mais d'en édifier un nouveau, incorporant tout ce qui est réellement valable dans l'ancien et qui, par sa structure même, favorise la formation de saines opinions.

Du côté des professionnels

Quoique leur obligation ne soit pas clairement *ex officio*, le fait que les fabricants d'opinion ont le pouvoir de renforcer des idées et même d'en pro-

voquer de nouvelles dans certains cas les rend responsables de l'usage qu'ils font de ce pouvoir.

Tout le monde convient que les fabricants d'opinion ne peuvent pas chercher à répandre ce qui est faux, et devraient s'efforcer de concilier leur action avec les exigences du bien public. Malheureusement, qu'on soit d'accord là-dessus n'est pas très important en fait puisque personne ne semble d'accord sur ce qui constitue pratiquement une fausseté et sur ce que réclame le bien public. Autrement dit, si on excepte certains cas extrêmes où le mal est évident et certain, il existe un large domaine d'ambiguïté morale. Ayant fait fonction de conseiller de divers fabricants d'opinion, je sais par expérience combien il est difficile de répondre à des questions comme celles-ci : Cette annonce trompera-t-elle le public ? Puis-je exagérer l'affaire de mon client de façon à neutraliser les mensonges répandus par ses adversaires ? Puis-je publier ce cas d'ivresse publique de tel citoyen éminent ? Puis-je supprimer ces nouvelles qui sont défavorables à l'un de mes plus importants annonceurs ?

Ces questions sont difficiles parce que le moraliste qui n'est pas familiarisé avec ce domaine ni avec les conditions réelles de la société n'est

pas en mesure d'évaluer tous les facteurs qui pèsent sur la réponse. De plus, les professionnels ayant, en règle générale, élaboré le plus rudimentaire des codes moraux, n'ont pas de normes précises auxquelles se référer pour se faire un jugement. Il semble donc que l'une des premières tâches des professionnels est de mettre au point un code moral plus complet, leur donnant des normes claires pour guider leur jugement sur les types généraux de cas qu'ils rencontrent d'habitude dans leur travail.

Un code aide à préciser les obligations, mais il ne les met pas en vigueur. Leur mise en vigueur dépend de l'existence de groupes professionnels doués du sens de leur propre responsabilité à l'égard de la société et à l'égard les uns des autres. Cela implique aussi que les groupes professionnels aient le pouvoir d'exclure ceux qui ne se conformeront pas au code moral. Malheureusement nous butons ici sur deux ordres de difficultés.

Deux ordres de difficulté

Le manque d'un sens clair de leur fonction rend difficile l'union des professionnels dans toute organisation qui ne soit pas simplement une organisation défensive ou un organe de compensation fournissant des informations utiles au plan professionnel. De plus, mobile comme il l'est dans la morale commerciale générale de la société, imprégné de l'idée que la libre concurrence produit automatiquement le bien-être social, affligé de cet appauvrissement général du sens moral qui est si commun dans l'ensemble de la société, le professionnel moyen se sent difficilement compétent pour juger les problèmes sociaux autrement qu'en les termes les plus simples.

Les difficultés légales, bien qu'elles varient de pays à pays, peuvent être un réel obstacle à une organisation professionnelle et des organes de régulation efficaces. Aux Etats-Unis, par exemple, les lois anti-trusts semblent interdire les organisations qui diminuent la concurrence en limitant l'entrée libre dans la profession. Dans d'autres pays, une organisation professionnelle efficace implique la reconnaissance, et par là le contrôle, de l'Etat. Ces deux genres de situations constituent des freins puissants à un accroissement d'activité des groupes professionnels.

Les photos publiées dans ce numéro sont de : Rapho, Georges Viollon, Associated Press, Keystone, Jean Fortier, Pierre Belzeaux, Claude Sauvageot, Félicie, Marc Launay, A. Harlingue, Photo-fiel.

L'Etat

La liberté d'expression n'est pas une fin, mais un moyen. Les sociétés modernes protègent cette liberté d'expression parce que leurs citoyens ont besoin d'information pour vivre et pour voter intelligemment. En dernière analyse, la liberté d'expression est une protection du droit à l'information. Cela, évidemment, est reconnu de fa-



L'embarras du choix.

Un monde complexe, ambigu, instable.

çon implicite par les lois contre la diffamation, la calomnie, la tromperie commerciale, la sédition et le matériel qui peut être nocif pour les enfants. Le principe est clair : l'Etat a le droit de réglementer les abus de la libre expression.

Quelle que soit l'étendue de ce droit, on peut ouvrir un vrai débat sur le besoin d'une telle réglementation, ainsi que sur la forme qu'elle doit prendre. Ceux qui s'intéressent aux diverses propositions qui ont été faites en vue de mesures gouvernementales positives devraient consulter le livre de Zechariah Chafee, *Government and Mass Communication* qui consacre trois cents pages à ce problème (8). En bref, il suggère ceci : il faut que le gouvernement ouvre les moyens de communication à tous les groupes, évitant ainsi la formation de monopoles dangereux. De plus, il peut être nécessaire d'empêcher la formation de trusts d'information qui domineraient tous les secteurs de l'édition et de la télévision.

Le cours actuel des choses aux Etats-Unis montre qu'il faut qu'il y ait des lois pour punir la tromperie commerciale qui tend à corrompre les moyens

de diffusion et à duper le public. En même temps, on parle aussi de définir plus clairement les responsabilités de service public des propriétaires de stations de télévision et de radio. Même si une législation de ce genre ne résoud pas le problème il est possible qu'elle opère une ouverture dans les moyens de diffusion et réduise la tentation de s'adonner à des pressions.

Les professionnels eux-mêmes ont de temps en temps discuté de la possibilité de mettre sous licence les praticiens de la publicité tout comme le gouvernement met sous licence les lobbyists, les avocats, les médecins, les ingénieurs, les pharmaciens, les comptables et les infirmiers.

En France, le gouvernement a déjà entrepris de donner des moyens d'information commerciale dans l'Union fédérale de la Consommation. Peut-être pourrait-on aussi assurer des moyens pour l'information politique et culturelle en accordant aux universités libre accès aux installations de télévision et de radio. En tout cas, il y a place pour une pensée sociale créatrice qui rendrait les structures plus souples et supprimerait les monopoles virtuellement dangereux des instruments modernes de communication.

Le vrai problème

Les pages précédentes ont reconnu une lourde responsabilité à l'Eglise et, par conséquent, à tous ceux qui prêchent et enseignent. Si nos conclusions ont peut-être encouragé certains qui pensaient que les fabricants d'opinion sont tout-puissants, elle aurait peut-être aussi découragé ceux qui rêvent d'une solution simple au problème de la fabrication de l'opinion. Quelle que soit la réaction des individus, le problème est clair : on ne peut faire face aux responsabilités à moins de s'engager dans une étude approfondie de tous les aspects de la fabrication de l'opinion et d'entreprendre un effort réellement créateur pour communiquer la parole de Dieu de la façon la plus efficace possible.

Trop souvent les chrétiens n'ont pas réussi à accomplir l'œuvre de Dieu parce qu'ils ont confondu la bonne volonté avec la compétence, le sens commun avec la vérité, et la poésie avec le travail pénible. Parfois ils n'ont été que des imitateurs et non des créateurs. Et même aujourd'hui, ils évitent souvent dans l'illusion d'avoir résolu un problème dès qu'ils lui ont donné un nom, forgé un slogan et élaboré un plan d'action idéal. Ce sont là des erreurs. Le monde moderne est à regarder dans toute sa complexité, son ambiguïté et l'instabilité constante de son centre de gravité.

(8) Chicago : University of Chicago Press, deux volumes.

Le Dr Fisher au Vatican :

LA RENCONTRE DU 2 DÉCEMBRE

Venant de Jérusalem (où il a rencontré, outre l'archevêque anglican, les patriarches orthodoxe, arménien et catholique latin) et de Constantinople (où il a été reçu par le patriarche œcuménique), le Dr Fisher, archevêque de Cantorbery, arrive à Rome le 1^{er} décembre. Il doit être reçu par Jean XXIII le 2 à 10 h. 30 en privé, les audiences étant traditionnellement suspendues pendant les Exercices de l'Avent.

Les sources de l'événement

S'adressant le 10 novembre à l'assemblée annuelle de l'Eglise anglicane, le Dr Fisher a démenti que sa visite au Pape ait été « préparée » au cours de la réunion du Conseil Mondial des Eglises à Saint-Andrews, au mois d'août. Le Dr Visser't Hooft, secrétaire du Conseil Œcuménique des Eglises à Genève, a lui-même parlé en ce sens, précisant qu'une correspondance en vue de cette visite avait été amorcée bien avant la réunion de Saint-Andrews. Nous sommes en mesure de préciser qu'une lettre sur ce sujet avait été adressée par le Dr Fisher à Mgr Willebrands, un mois auparavant, le 20 juillet.

Une origine, ou plutôt une préparation plus lointaine de l'actuel événement peut être vue dans l'attitude du prédécesseur du Dr Fisher au siège de Cantorbery, le Dr Temple. En janvier 1944, il faisait transmettre à Pie XII un bref message dans lequel il assurait le pape de sa « profonde sympathie ». Le vendredi saint de la même année, il écrivait encore à Pie XII pour lui exprimer les mêmes sentiments et l'entretenir du travail d'un comité commun protestant-catholique qui travaillait à réaliser l'unité des chrétiens pour la défense de la loi naturelle. Le Dr Fisher était le président de ce comité. Ces antécédents étaient rappelés dans l'hebdomadaire catholique *The Universe* du 11 novembre.

Il n'en reste pas moins que la plupart des commentateurs estiment que c'est le changement d'attitude de l'Eglise catholique en particulier et le changement de climat dans la pensée des Eglises en général qui a rendu possible la démarche du Dr Fisher. Celui-ci s'en est longuement expliqué dans une déclaration publiée par le *Church of England Newspaper* du 11 novembre et que nous avons citée dans notre dernier numéro.

C'est d'ailleurs dans cette déclaration faite devant la « Church Assembly » que l'on trouve aussi le signe le plus éloquent d'un changement d'attitude dans l'Eglise anglicane elle-même : le Dr Fisher précise que cette initiative de la visite au pape lui était personnelle mais qu'elle avait été approuvée ensuite par ses collègues archevêques et par quelques évêques.

Réactions catholiques

La réaction catholique la plus représentative est sans doute celle de Mgr Heenan, archevêque de Liverpool, dont la nomination comme membre du Secrétariat pour la participation des non-catholiques au Concile avait été accueillie avec faveur par de larges milieux. Il a déclaré : « La visite de l'archevêque de Cantorbery est exactement telle qu'elle est appelée : une visite de courtoisie. Mais, traduit dans le langage de la religion, courtoisie signifie charité. Depuis le début de son règne, le pape Jean a fait connaître son affection sincère pour les chrétiens non sujets du Saint-Siège.

» La visite du Primat est significative parce qu'elle prouve que les divergences théologiques n'empêchent pas respect mutuel et amour.

» Il y a une chaleur de sentiments beaucoup plus grande entre les chefs d'Eglise que le pensent bien des gens. Nous ne donnons pas de publicité à nos visites ou à notre correspondance. Mes relations personnelles avec les deux archevêques de Cantorbery et d'York sont très cordiales.

» Membre du secrétariat pour l'Unité chrétienne à l'appel du Saint Père, je continuerai à promouvoir la charité et la compréhension entre tous les hommes de bonne volonté.

Une note, généralement considérée comme « inspirée » et publiée par les journaux catholiques italiens situe dans les mêmes perspectives la visite du Dr Fisher. Aux sentiments de « courtoisie personnelle » exprimés par le Primat, « ne peuvent pas ne pas correspondre les sentiments paternels de Jean XXIII, qui a toujours voulu accueillir avec autant de sollicitude que de bienveillance tous ceux qui ont voulu lui apporter un témoignage d'hommage respectueux ».

Après avoir, dans les premiers jours, annoncé en quelques lignes la visite du Dr Fisher, *L'Osservatore Romano* lui consacre toute une page dans son numéro du 19 novembre, en reprenant l'essentiel d'un article du P. Tucci paru

dans la *Civiltà Cattolica*. L'auteur présente les déclarations des personnalités religieuses, reproduit les extraits de presse significatifs, réagit contre « les exagérations et les espérances non fondées », mais souligne le véritable sens de la visite : malgré des divergences doctrinales fondamentales, les rapports sont nettement plus amicaux.

Si les commentaires de la presse catholique britannique essaient de tenir le milieu entre une sous-estimation et une surestimation de la portée religieuse de l'événement, ils en marquent tous la signification psychologique. Ainsi, le *Catholic Times* : « Il est bon de rappeler les invectives qui ont été portées dans ce pays contre le pape depuis quatre cents ans. Pendant des siècles, tous les passages de l'Ancien Testament et de l'Apocalypse qui concernaient Satan ont été appliqués par les protestants au pape. Devant une telle histoire, récente pour une bonne part, l'archevêque de Cantorbery agit bravement. Il a tourné une page d'histoire sur laquelle il n'est pas possible de revenir. »

Réactions protestantes

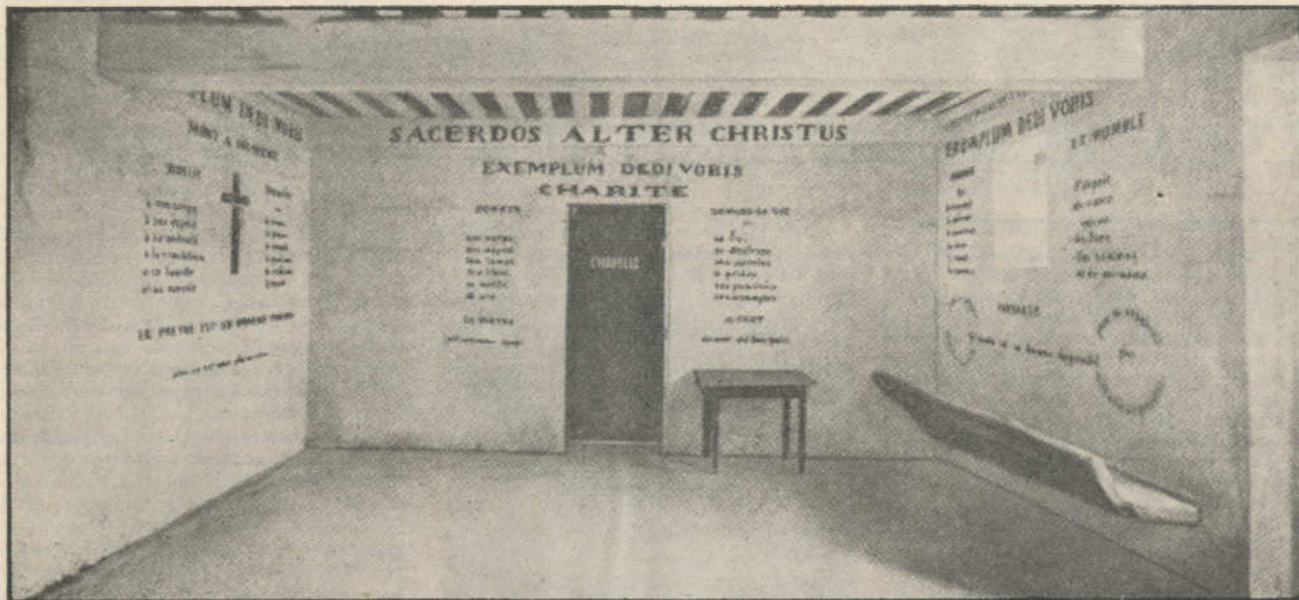
● Rev. H. Stanley, secrétaire de l'Union congrégationnelle : « approuve de tout cœur » ; « qu'il puisse y avoir un écho au changement d'attitude apparent du Vatican donnera à beaucoup de Congrégationalistes une réelle satisfaction. »

● Rev. B.M. Pratt, porte-parole de l'Assemblée générale de l'Eglise presbytérienne : une initiative « sage et profitable, particulièrement désirable en ce temps de contacts œcuméniques ».

● Dr. E.A. Payne, secrétaire de l'Union baptiste : « Je crois que les contacts personnels sont toujours à recommander, et cela est aussi vrai pour les chefs d'Eglise que pour des chefs de gouvernement. Des visites de cette sorte ne doivent pas cependant être mal comprises et susciter trop d'espérance. C'est une visite opportune, mais les esprits ne doivent pas trop s'exciter là-dessus ».

● Le *Methodist Recorder* : « Il n'y a rien de remarquable en de telles rencontres, mais nous sommes heureux que deux êtres très humains soient, au moins, en relations orales ».

● « *Christian World* », organe des Eglises libres : La visite « ne doit pas être considérée comme une affaire de sérieuse importance ecclésiastique ». Les protestants n'ont rien à traiter avec Rome. Ils n'ont rien à demander à Rome, sinon la tolérance.



Le Père Chevrier, qui fonda il y a cent ans le Prado, avait fait sa maison de retraite dans une étable.

DES PRÊTRES CHEZ LES PAUVRES

Une interview de Mgr Ancel

Le 10 décembre, l'Institut du payait le premier trimestre de la fondation. Ce jour-là, en 1860, le vénérable Antoine Chevrier Prado célébrait le centenaire de cation pour une grande salle de bal mal famée appelée « Le Prado » et l'aménageait aussitôt pour y loger des enfants pauvres. A l'occasion de ce centenaire, nous sommes allés interviewer l'actuel Supérieur général du Prado, Mgr Alfred Ancel, évêque auxiliaire de Lyon.

On se souvient peut-être qu'en juin 1951 le cardinal Ottaviani avait autorisé Mgr Ancel à s'établir à Gerland, près de Lyon, en

milieu populaire, avec une communauté de prêtres et de frères et à y travailler manuellement, pourvu seulement que ce fût à domicile et dans la mesure où le lui permettaient ses autres occupations. Aujourd'hui, en liaison avec les décisions romaines à l'égard des prêtres ouvriers, Mgr Ancel a dû cesser le travail manuel mais il continue à résider le plus souvent possible dans la communauté de Gerland. Déjà chargé du secteur missionnaire de Lyon-est, il vient de se voir confier par le cardinal Gerlier la tâche de délégué de la Mission ouvrière pour la ville de Lyon.

— Quelle est, Excellence, la préoccupation majeure du Père Chevrier au moment où il fonde le Prado ?

Pour répondre à votre question, il me semble qu'il faut revenir un peu en arrière. Le Père Chevrier a été ordonné prêtre en 1850. Il est nommé immédiatement vicaire à Saint-André, paroisse de la banlieue ouvrière de Lyon, sur la rive gauche du Rhône. C'est là qu'il est vraiment entré pour la première fois en contact avec les pauvres. Son père était employé de l'octroi et sa mère tenait un petit atelier dans un

quartier populaire : il ne venait donc pas à proprement parler du prolétariat. Mais à Saint-André il fait connaissance avec la misère : les enfants travaillent à partir de huit ans ; les journées de travail sont très longues, les salaires faibles, le chômage fréquent. En même temps, il constate que le monde ouvrier s'éloigne de l'Eglise. Les raisons en sont très nombreuses et on les connaît. Je rappelle seulement un fait : le dimanche on travaille à l'usine jusqu'à midi. Comment venir à la messe ?

Excellent vicaire, le Père Chevrier avait su par son amabilité et sa ma-

nière directe d'entrer en contact avec les ouvriers, gagner leur sympathie. Il était même devenu populaire, dans le bon sens du mot, et après les inondations de 1856, cette popularité déchaîna parfois de l'enthousiasme. Un jour, il fut obligé de se dissimuler dans une allée pour éviter les ovations de la foule. Ce n'est pas tellement fréquent pour un vicaire ! Donc, extérieurement, il avait réussi. Mais pour lui, un succès de sympathie ne comptait pas. Il voulait des conversions et de vraies conversions, il ne pouvait pas non plus se contenter de conversions individuelles ; il voulait que tous les ouvriers puissent vraiment vivre en chrétiens. Et il sentait que son apostolat restait en grande partie inefficace. Voici que pendant la veillée de Noël 1856, il disait son angoisse au Seigneur, en regardant vers la crèche ; il pensait : « Le fils de Dieu est venu habiter parmi nous et pourtant les gens continuent à se damner. » C'est alors qu'il fut envahi par la lumière de Dieu. Ce fut son chemin de Damas. A ce moment-là, en effet, il comprit que pour réussir, il ne suffisait pas d'agir, il ne suffisait pas de prier, il fallait complètement changer sa manière de vivre et d'agir. Il ne suffisait pas d'imiter le Christ intérieurement, il fallait reproduire extérieurement sa vie de pauvreté, d'anéantissement et d'immolation, dans

un don total de soi-même, par amour. La vie à Saint-André, alors, lui devint pénible. Il demanda à quitter sa paroisse pour aller vivre avec les pauvres. Il s'en fut d'abord à la Cité de l'Enfant Jésus, fondée par M. Rambaud, ex-fabriqueur de soieries, devenu serviteur des pauvres. Puis, le 10 décembre, il arriva au Prado en se disant intérieurement : « J'irai au milieu d'eux et je partagerai leur vie. »

— Pourquoi cette obsession d'une présence continuelle parmi les pauvres, si peu commune, et encore moins dans le XIX^e siècle bourgeois ?

Le Père Chevrier avait une véritable amitié pour les pauvres. Plus profondément, il avait vraiment pénétré dans le mystère de l'Incarnation et il avait regardé comment le Christ avait voulu vivre, à Nazareth, avec ceux auxquels il devait, un jour, annoncer l'Evangile.

A ces deux premières raisons, il faut en ajouter une troisième qui concerne encore plus directement l'efficacité apostolique. Le Père Chevrier s'était rendu compte, par son expérience de vicaire, que les hommes d'aujourd'hui n'acceptent pas facilement le témoignage de la parole. A plus forte raison, ils ne croient pas les prêtres : tant de fois ils ont été trompés, ils ont tellement de préjugés contre eux ! Aussi, même quand ils écoutent le prêtre, ils ont de la peine à croire à sa parole. Le Père Chevrier le savait bien. Il dira plus tard dans son *Véritable Disciple* : « Si vous ne croyez pas à ma parole, croyez du moins à mes œuvres ». Cette phrase, il l'a empruntée à l'Evangile. Mais les œuvres dont parle Jésus, ce sont des miracles ; mais il y a un autre signe, un autre témoignage par les œuvres : c'est la vie du prêtre. Le Père Chevrier voulait que les hommes voient dans sa vie, la vie même du Christ, vie de pauvreté comme le Christ avait vécu pauvre à Bethléem, vie d'immolation chaque jour comme le Christ avait été immolé sur la croix, vie dans le don total de lui-même comme le Christ s'était donné aux hommes par l'Eucharistie. Alors les hommes accepteraient sa parole, alors il pourrait leur parler du Christ.

— Prêtre du Prado mais aussi évêque auxiliaire chargé du secteur missionnaire, comment voyez-vous les pauvres d'aujourd'hui ?

Même si je n'étais pas supérieur du Prado, le seul fait d'être évêque m'obligerait à m'occuper spécialement des pauvres puisque c'est là une des tâches essentielles de l'Eglise : évangéliser les pauvres. Mais il est certain qu'ayant passé au Prado, j'ai été marqué par la spiritualité du Père Chevrier. Par le fait même, j'étais amené à m'occuper davantage des pauvres. Il y a eu, dans ma

vie, certaines occupations dont je ne crois pas pouvoir parler encore ; mais indépendamment de ces contacts que j'ai pu avoir pendant un certain temps, d'une façon plus spéciale, avec la classe ouvrière, je dois par devoir d'Etat et comme délégué de l'Archevêque de Lyon pour la mission ouvrière m'occuper du monde ouvrier et de tous les pauvres qui s'y trouvent.

Vous me posiez la question : « Comment voyez-vous les pauvres ? » Je vous répondrai que ce qui frappe le plus actuellement dans le monde ouvrier, ce sont les progrès assez lents mais continus de la déchristianisation. Je m'étais occupé, il y a plus de vingt ans, de l'apostolat du monde ouvrier, à Gerland, là où je me trouve maintenant. Sans doute on ne « pratiquait » pas plus à ce moment-là que maintenant, mais les survi-



Mgr Anceel.

« Le seul fait d'être évêque... »

vances chrétiennes étaient beaucoup plus importantes. On pouvait réunir facilement non seulement des enfants, mais aussi des jeunes gens et leur parler de l'Evangile. Maintenant, c'est devenu impossible. Le terrain pierreux et parfois plein d'épines est devenu un sentier aride où la semence ne peut pénétrer. La déchristianisation, en effet, a abouti dans certaines zones, à la perte de la foi et malheureusement parfois aussi à la perte du sens moral, au moins dans certains secteurs de la vie humaine. De plus et en même temps, le monde ouvrier est envahi par une civilisation nouvelle qui n'a jamais été christianisée mais qui est, au contraire, toute imprégnée par un humanisme athée. Ce deuxième aspect de la déchristianisation du monde ouvrier me paraît encore plus grave. Les hommes, en effet, sont satisfaits dans des perspectives purement ter-

restres ; mais s'ils sont satisfaits, cela ne veut pas dire qu'ils sont heureux, au contraire : mais ils n'ont plus d'ouvertures sur le spirituel. Aussi l'apostolat deviendra de plus en plus difficile. Raison de plus de nous rapprocher d'eux, de vivre auprès d'eux et de leur annoncer le Christ... d'abord par notre vie.

— L'Eglise est-elle, selon vous, assez près de ces pauvres, aujourd'hui ?

Sans vouloir revenir sur les questions extrêmement délicates concernant les prêtres-ouvriers, je puis vous dire que la hantise de l'évangélisation des pauvres est de plus en plus vivante dans le cœur des évêques. Dans mes rapports avec le Saint-Siège, je me suis rendu compte qu'on est à Rome vraiment angoissé de la situation dans laquelle se trouve le monde ouvrier. Il faut donc que, dans l'obéissance aux directives données par le Saint-Siège, nous utilisions au maximum toutes les possibilités concrètes qui nous sont offertes. Cela ne veut pas dire qu'il soit facile d'entrer en contact avec le monde ouvrier. Cependant un contact qui s'opérerait seulement à travers les militants d'Action catholique ne peut pas nous suffire ; nous voulons, nous prêtres, entrer directement en contact avec des non-chrétiens, nous voulons pouvoir leur apporter directement le témoignage du Christ au moins à travers notre vie, s'ils ne sont pas encore capables de recevoir notre parole.

— Puisque vous êtes chargé de la Mission ouvrière à Lyon, pouvez-vous nous parler de sa situation actuelle ?

Les difficultés restent très grandes, car les préjugés contre l'Eglise, bien loin de diminuer, ont quelquefois augmenté, en ces derniers mois. Il ne faut pas nous faire d'illusions. Il y a actuellement un renouveau d'anticléricalisme dans la classe ouvrière, au moins chez les militants. On accuse de plus en plus l'Eglise de se lier aux puissants et aux riches de ce monde. Malgré tout, cependant, dans la mesure où le monde ouvrier sent que nous nous approchons de lui, dans la mesure où il comprend notre souci de vraie justice, nous pourrions, au moins occasionnellement, avoir des contacts avec des ouvriers même non-chrétiens. Mais il faut bien l'avouer, nous n'avons pas encore trouvé des moyens qui soient vraiment adaptés à une évangélisation du monde ouvrier considéré dans son ensemble.

— Des voyages récents vous ont fait rencontrer d'autres pauvres dans le monde. Avez-vous rencontré aussi les mêmes problèmes ?

Oui, j'ai eu l'occasion d'entrer parfois en contact avec des pauvres dans d'autres pays. Nous avons une communauté pradosienne à Casablanca et j'ai eu l'occasion de voir là-bas les pauvres qui habitent les bidonvilles. D'autre part,

j'ai eu l'occasion de me rendre, l'an dernier, au Japon où je devais prêcher des retraites aux missionnaires de langue française. J'y ai vu des pauvres, en particulier parmi les chiffonniers de Kobé et d'Osaka, mais quand on parle de pauvres, il y a bien des degrés : le Japon ne connaît pas la pauvreté que j'ai vue, à mon retour, à Calcutta. Sans doute les ouvriers japonais ont-ils en général un salaire très inférieur à celui des ouvriers de France ; ils sont moins bien nourris qu'en France, mais ils ne meurent pas de faim ; je n'ai jamais vu de mendiants au Japon. Il y a cependant au Japon une autre pauvreté encore plus grave que la pauvreté matérielle : j'y ai vu le paganisme matérialiste et athée. Les premiers temps que j'étais à Tokyo, dans cette ville énorme de neuf millions d'habitants, j'avais l'impression d'être un peu comme Pierre ou Paul quand ils sont arrivés à Rome, en face d'une civilisation très brillante, très séduisante — il fait bon vivre au Japon — mais rien, absolument rien ne manifestait la présence du Seigneur. Sans doute 260.000 catholiques vivent au Japon, mais qu'est-ce que cela représente par rapport à une population de 90 millions d'habitants ? On est noyé dans le paganisme. Puis, peu à peu, par l'intermédiaire des missionnaires ou par quelques Japonais parlant le français, j'ai pu mieux comprendre la situation et je me suis aperçu que ma première comparaison n'était pas valable, car à Rome ou à Athènes, les apôtres du Christ rencontraient un paganisme religieux. Quand il y a un sens religieux, il y a une ouverture sur Dieu,

mais le paganisme japonais, dans son ensemble, est matérialiste et athée : il n'y a plus rien. On dit que les conversions sont difficiles au Japon ; je dirai que ce qui me paraît une merveille, c'est qu'il y ait, chaque année, une dizaine de milliers de Japonais qui deviennent chrétiens. Il faut pour cela que les missionnaires se donnent beaucoup de peine et que Dieu fasse presque des miracles. On m'a affirmé qu'au Japon, il n'y a pas de conversion concevable pour un homme entre vingt et quarante ans : pour lui, seul le « terrestre » compte.

Cette situation préoccupe même les autorités gouvernementales car, avec la disparition du sentiment religieux, c'est le sens moral lui-même qui disparaît. C'est tellement vrai que le gouvernement japonais a envoyé une délégation auprès de l'U.N.E.S.C.O. pour apprendre comment on pourrait enseigner la morale à un peuple. N'est-ce pas la plus grande misère, quand la religion et le sens moral ont disparu ?

— Cent ans après les sociétés religieuses sont quelquefois assez différentes de la vision qu'en avait eue leur fondateur. Est-ce que les prêtres du Prado continuent à « pousser la charrette des pauvres », comme le voulait le Père Chevrier ?

Oui, l'obsession des pauvres, je crois pouvoir dire que nous l'avons gardée. Sans doute nous n'avons pas pu répondre autant que nous l'aurions voulu à cette préoccupation de mettre toute notre vie au service des pauvres, mais nous

avons gardé le souci d'entrer en contact avec les pauvres, de servir les pauvres et de les évangéliser. Seulement la manière d'agir varie suivant les emplois qui nous sont confiés. D'une manière générale, nous demandons à nos évêques de nous confier les paroisses les plus pauvres et les moins chrétiennes, en ville ou à la campagne. Dans le ministère paroissial, nous nous efforçons de donner aux pauvres la place qui leur est due. Dans nos maisons de rééducation, nous continuons à recevoir des garçons qui sont de vrais pauvres. La plupart du temps, ils ont grandi privés de toute affection et de tout soutien familial. Même s'ils ont commis quelque délit, ils sont généralement plus malheureux que coupables. De plus, et les pouvoirs publics le savent, nous acceptons de recevoir, au Prado, ceux qui ne sont pas facilement admis dans d'autres maisons. Nous n'avons pas oublié la préférence que le Père Chevrier exprimait dans sa formule : « Ne rien avoir, ne rien savoir, ne rien valoir ». Enfin, dans certains cas, nous avons pu constituer de petites équipes, généralement composées d'un prêtre et d'un ou plusieurs frères, qui habitent dans des quartiers populaires, parfois dans un wagon ou une baraque. Tel prêtre s'occupe des catéchumènes noirs, une équipe vit avec des Nord-Africains ; nous nous efforçons de nous occuper toujours des plus pauvres, des plus démunis, des moins libres. Notre seul regret est de ne pas pouvoir faire davantage.

— Vous-même, vous ne pouvez plus travailler manuellement. Mais dans le passé vous avez rédigé un certain nombre de livres et de brochures pour éclairer — selon une autre tradition du Prado — des questions importantes. Depuis quelque temps vous vous taisez aussi. Pourquoi ?

Si je garde le silence, c'est que j'ai voulu, en quelque sorte, recommencer par la base mon information. Je m'étais assez approché du monde ouvrier pour comprendre à quel point je lui étais étranger. Je ne renie pas mes écrits, mais ils me paraissent semblables à certains écrits faits par les missionnaires qui n'ont jamais été missionnaires. J'ai donc voulu me recueillir davantage, cela ne veut pas dire que je sois resté sans rien faire ! Est-ce que j'arriverai un jour à exprimer ce que j'ai appris ? Je n'en sais rien. Mon expérience, ma documentation et mes réflexions sont restées imparfaites, mais je sens très bien qu'il y aurait un travail important à réaliser pour aider ceux qui désirent évangéliser le monde ouvrier. J'ai essayé, par exemple, de mieux comprendre la manière de penser des ouvriers, leur vocabulaire, leurs préoccupations profondes. J'ai essayé aussi de mieux comprendre et de réaliser un peu ce que j'ai contemplé dans la vie du Christ surtout à Nazareth. Est-ce que j'arriverai à parler, un jour, comme je le désire ? Je l'espère, mais je n'ose pas dire que j'en sois sûr.

LE PRADO AUJOURD'HUI

Six cents prêtres

L'Institut du Prado compte actuellement plus de six cents prêtres répartis dans quatre-vingt-trois diocèses en France, au Chili, en Afrique noire, au Japon, au Maroc, en Suisse, aux Antilles...

L'immense majorité des pradosiens est affectée au ministère paroissial. Il y en a aussi dans quelques petits ou grands séminaires, dans l'aumônerie de l'Action catholique et de l'enseignement public, dans la rééducation de l'enfance moralement abandonnée (quatre établissements), et dans l'assistance aux libérés conditionnels (une maison près de Lyon).

Les frères, encore peu nombreux (une vingtaine), sont pradosiens de plein droit comme les prêtres et ils vivent en communauté avec eux.

Quatre communautés ouvrières du Prado vivent suivant les nouvelles prescriptions édictées par le Saint-Siège (travail à temps complet et en usine pour les frères ; travail artisanal, limité, à domicile, pour les prêtres). « C'est bien le cas de dire, déclare Mgr Ancel, que la moisson est abondante et les ouvriers peu

nombreux. Nous espérons que Dieu nous aidera à discerner des vocations. Elle est si belle, la vie d'un frère du Prado qui, en liaison avec les militants d'Action catholique, peut assurer, d'une façon spéciale et à titre de consacré au Seigneur, une présence d'Eglise dans les milieux de travail. Certes, il ne faudrait pas croire résolu, par là, le problème de la présence du prêtre au monde ouvrier. Mais ce serait bien dommage de ne pas profiter d'une possibilité qui nous est offerte. »

Deux cents religieuses

Les sœurs — deux cents actuellement, avec plus de quarante postulantes ou novices — constituent une société distincte, mais elles collaborent à l'apostolat des prêtres du Prado. Elles ont la charge, elles aussi, d'œuvres de rééducation mais elles sont surtout affectées à l'apostolat paroissial. Elles y accomplissent les tâches paroissiales habituelles, surtout le catéchisme ; elles forment aussi des petites communautés « de présence » en milieu ouvrier ou rural.

La 13^e Semaine des Intellectuels Catholiques :

Les désordres de l'homme

Les désordres de l'homme, quotidiens et variés, s'étalent partout dans « un monde où il n'est pas nécessaire d'être malade pour être inquiet », selon P.-H. Simon. La 13^e Semaine des Intellectuels catholiques (9-15 novembre) ne tentait pas de les dénombrer : c'était risquer une expédition fort aventureuse dans des profondeurs encore inexplorées.

Elle avait choisi de parler du Désordre fondamental, des désordres de la personne ou de la société, en envisageant les problèmes sous un angle positif ; finalement : « analyser le sens de la véritable liberté humaine » (O. Lacombe). Les intellectuels catholiques, friands des vastes et profonds sujets mais comprimés dans le cadre de sept séances, ne pouvaient porter leur attention que sur des thèmes actuels ou fondamentaux (1).

Une étude sur le sens du péché s'inscrivait bien dans un plan de recherches sur le sens de la liberté. Comment l'homme peut-il être assuré de sa liberté et comparaître en inculpé devant son Seigneur, si l'autonomie de sa volonté est continuellement menacée, paralysée, dévastée par des déterminations aveugles ?

La notion même de péché est remise en question à partir des découvertes des 50 dernières années : profondeurs de l'inconscient, complexité de la notion de nature humaine, dimensions historiques et sociologiques des communautés. D'où la nécessité de redonner le véritable sens du péché, « libre refus devant l'appel de la grâce » : notion chargée d'impuretés innombrables par la routine des siècles, mais défendue et illustrée par cette même psychologie qui s'était donnée pour tâche de tout démythifier. « Les tentations de la pensée moderne, dit le P. Le Blond, sont finalement bénéfiques si elles conduisent à reprendre conscience que la Loi d'amour révélée par le Christ dépasse, en l'accomplissant, toute la morale. »

Ainsi en est-il dans le domaine social : « S'il faut avouer, déclarait l'abbé Colin, que la civilisation moderne est dépersonnalisante, la littérature, le cinéma et la télévision permettent d'engager un dialogue. » Et M. Demonque : « L'évolution technique de l'entreprise moderne nous dirige vers ce que Teilhard de Chardin appelle l'ère de la personne. Il y a là une occasion exceptionnelle à saisir pour le chrétien. »

A celui-ci, en effet, la question se pose, très angoissante : de quoi la civili-



Pierre-Henri Simon.

sation, cette « mise en œuvre d'un certain idéal dans l'histoire », est-elle malade ? Notre civilisation occidentale et le christianisme, principe d'ouverture et ferment de bonheur, « ont noué jusqu'ici une alliance qui est loin de s'être révélée efficace » (F. Perroux). On sait quel visage présente l'Eglise, et non seulement aux revendicateurs d'un progrès construit uniquement par l'homme et pour l'homme. Le chrétien, de son côté, s'interroge sur l'aboutissement de vingt siècles de christianisme : le caractère de la personne n'est pas respecté, le lien avec le surnaturel a été brisé, les hommes ont perdu le sens du mystère et du sacré.

Mais, au dire de G. Hourdin, « il ne faut pas commencer par accuser notre civilisation : c'est d'abord l'homme qui est malade du péché ».

Les grandes transformations de la société naissent de la peine des hommes, se paient souvent de leur sang. Opérée aussi par ceux qu'on appelle « les grands hommes », leur labeur est-il la seule grande entreprise où l'homme puisse se lancer pour se dépasser ? Le désordre de l'homme est-il fondamental au point que ceux-ci doivent payer fatalement leur gloire par une déchéance, un désordre psychologique ?

Le génie est-il lié au déséquilibre ? Bach, Goethe et Pascal témoignent du contraire ; selon P.-H. Simon, il n'est pas un classique qui ait demandé son inspiration à la démence. « Le génie, dit-il, est une façon à la fois singulière et universelle d'adhérer au monde et d'exprimer cette adhésion. » Inventeur d'idées et de formes, le génie paraît favorisé par la maladie, expérience exceptionnelle qui impose le recueillement, réalise une purification chassant de la conscience tout ce qui la détourne de l'unique nécessaire. Si le génie créateur utilise la maladie pour son œuvre, il est également vrai qu'il se sert de l'œuvre pour se guérir. Jean Delay l'a montré pour Gide, qui disait lui-même : « L'œuvre d'art est une santé artificielle. »

L'écrivain est une âme qui façonne, informe des corps, des personnes nouvelles, forcément à son image ; « on ne donne que ce que l'on a » : de même, on ne peut bien parler que de ce que l'on est.

C'est si vrai, qu'il n'existe pas de saints comme personnages de roman. On n'invente pas un saint ; il faudrait être saint soi-même, et les saints ont autre chose à faire. Il existe des vies de saints romancées, parce que tous les saints finalement sont romanesques ; il y a des romans de la sainteté, mais c'est d'une sainteté quotidienne, non de la sainteté transfigurée, « hors mesure ».

Or la sainteté échappe à la mesure des hommes, parce qu'elle est « la vie de Dieu communiquée ». La seule véritable histoire de l'Eglise, selon Daniel-Rops est pourtant l'histoire de la sainteté.

« Les saints, dit-il, prennent de leur époque une conscience plus profonde que les autres hommes, mais en même temps, ils proposent des solutions ; ils sont constitués à la fois guides et juges de leur temps : ils sont toujours intervenus au moment où le monde avait besoin d'eux ».

L'abbé Depierre et l'abbé Pézeril s'attachèrent à montrer le peuple d'aujourd'hui à la recherche de ses saints.

« Ebranlé dans ses assises les plus profondes, disait le cardinal Feltin pour conclure la Semaine, notre monde a besoin de ces saints, rétablissant dans leur mesure la vraie mesure de l'homme, et restaurant par la grâce du Christ à l'œuvre en eux ce que le péché a détruit de l'équilibre humain, personnel ou social. »

Jean-Marie COLLINET.

(1) Textes complets édités par les soins du C.C.I.F., 61, rue Madame (6^e) (volume en souscription).

LES LIVRES

Simone Weil

Douze ans après la publication d'extraits de sa correspondance et de ses notes, voici que paraissent, à quelques semaines d'intervalle, deux recueils qui regroupent des textes pour dessiner la physionomie spirituelle de Simone Weil.

Gaston Kempfner (1) veut à tout prix en faire une mystique au sens strict du mot ou du moins ce qu'il tient pour tel et qui ne répond que bien imparfaitement à la vie mystique telle que l'entend la doctrine catholique. Pour lui en effet, les deux critères de la mystique vraie sont la charité agissante et l'aspiration à la mort. Posant qu'il n'y a pas d'usage mystique de la force, il s'accorde sans peine avec ce qui nous paraît l'une des plus graves déficiences de Simone Weil et dont témoigne cette phrase des *Carnets* qu'il cite page 27 : « Aussi y a-t-il quelque chose de faux dans l'Ancien Testament (certaines parties), comme aussi dans l'histoire de Jeanne d'Arc ; ces voix font partie du prestige. Jehovah aussi » (*Cahier I*, 46).

Ce fut sans doute le drame de Simone Weil que de ne pouvoir surmonter cette répugnance qu'elle avoue si souvent à l'égard d'une partie de la tradition biblique et chrétienne. On ne comprend que trop pareille répugnance devant tant d'appels au prestige et à la force et c'est sans doute le renoncement le plus complet qui puisse être demandé à l'homme que de consentir à voir Dieu se servir pour ses desseins non seulement de la patience jusqu'à la croix, mais même de la force et des prestiges.

Ces réserves faites, comme aussi celles que pourrait soulever la variété et la valeur par trop inégale des textes apportés par brassées pour orchestrer les

citations de Simone Weil, reconnaissons que le choix de ces citations est dans l'ensemble excellent. Les thèmes autour desquels ils sont regroupés sont très significatifs de la « philosophie mystique » de Simone Weil, de sa grandeur et de son immense richesse, mais aussi de ses insuffisances : l'amour qui ne se révèle pleinement que comme abdication : « L'amour est abdication. Dieu est abdication » (*Connaissance surnaturelle*, p. 267). Mais une telle conception conduit Simone Weil à écrire des phrases du plus pur manichéisme (*Lettre à Déodat Roché*, 23-1-1940). Liberté qui à l'origine, dans la créature, se manifeste du mal, mais qui se rachète en acceptant d'être détruite, en sorte que la création appelle la « décréation » qui culmine dans la croix. La nécessité qui est le sceau de l'absence et de l'abdication de Dieu ici bas. La contradiction motrice de la « décréation » car elle fait prendre à l'homme conscience de sa limite et de celle de toute créature, l'affrontant au vide qui le libère et lui révèle la vraie beauté du monde. La mort enfin qui est accomplissement et accès à la vie véritable.

Tous ces thèmes, il faut le redire, sont en effet caractéristiques de la pensée de Simone Weil. Mais suffisent-ils pour en donner une juste image ? On en peut douter. Et tout d'abord parce que ce qui est au centre de cette pensée, ce qui seul éclaire tant de recherches et de notations restées fragmentaires, c'est la rencontre personnelle avec le Christ et la volonté jamais reprise de se laisser former par Lui. La richesse même de la culture de Simone Weil, ce qu'il faut bien appeler son intellectualisme trop exclusivement cérébral furent pour elle de terribles obstacles. Elle lutta héroïquement en assumant volontairement la condition des plus pauvres et en éprouvant dans le travail d'usine ou des vendanges une souffrance qu'elle qualifie elle-même d'inférieure. A vouloir organiser en

des cadres logiques ses notes ou des fragments de ses divers écrits, on risque de laisser oublier qu'ils s'inscrivent dans une vie qui, très tôt refusa d'être celle d'une intellectuelle.

C'est sans doute le seul reproche qu'on pourrait faire au recueil si riche d'E. Piccard (2). Encore le long essai biographique et critique qui précède le choix de textes y pare-t-il largement.

Mais, sans en donner la raison, E. Piccard s'abstient de citer les textes écrits durant les dernières années : *Cahiers d'Amérique* et de *Londres* publiés sous le titre « *La connaissance surnaturelle* », « *Lettre à un religieux* ». Ces textes auraient été nécessaires pour connaître la dernière étape de l'évolution spirituelle de Simone Weil. Certes le mystère de cette âme demeure total ; on peut pourtant considérer que certaines notes d'Amérique et le mémoire adressé au P. Couturier et publié sous le titre un peu inexact de : « *Lettre à un religieux* », lèvent un certain nombre d'ambiguïtés et permettent de mieux saisir, sinon de mieux comprendre, en quel sens Simone Weil considéra de plus en plus résolument que sa vocation personnelle et le témoignage qu'elle devait au Christ exigeaient qu'elle demeurât en dehors de la communion visible de l'Eglise. E. Piccard a sans doute pensé qu'il lui suffisait de citer la longue lettre écrite au moment de quitter Alger à la secrétaire du P. Perrin. De fait, avec la lettre écrite au même moment à ce religieux et qui résume son autobiographie spirituelle, l'essentiel était dit et les textes postérieurs ne font que confirmer et expliciter ces pages décisives.

(1) Gaston Kempfner : *La philosophie mystique de Simone Weil*. La Colombe 1960, 222 pp.

(2) E. Piccard : *Simone Weil, essai biographique et critique*, suivi d'une anthologie raisonnée de ses œuvres. Paris P.U.F. 1960, 308 pp. Pour la biographie, il convient toujours de se reporter à Jacques Cabaud : *L'expérience vécue de Simone Weil*. Paris, Plon, 1957, 401 pp.

DÉPOSITAIRES ÉTRANGERS

Allemagne. — Dokumente Verlag : Poststrasse 14, - Offenburg (Baden) - C.C.P. : Karlsruhe 667-01

Afrique du Sud. — The Catholic Center : P.O. Mazenod - Basutoland (50 shillings).

Argentine. — La Casa del Libro : 844 Paraguay, Buenos-Aires. — Liberia Lohlé : Viamonte 795, Buenos-Aires.

Belgique. — La Pensée Catholique : 40, av. de la Renaissance, Bruxelles (320 F.B.).

— M. Regnier : 28, rue Chaussée-de-Charleroi, Namur (320 F.B.).

Brésil. — Livraria Duas Cidades : Praça das Bandeiras, 40, 7^e Cong. D, São Paulo (\$ 7,5).

Canada. — P. Q. Periodica : 5090, av. Papineau, Montréal (34) (\$ 7,5).

— Librairie Dominicaine : 2715, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (26). (\$ 7,5).

— Abbé Jobin : Séminaire de Québec.

Colombie. — Libreria Nueva : Carrera, 6 a, n° 12 - 85, apartado n° 81, Bogotá (\$ 7,5).

Egypte. — Les Livres de France, 30, rue Kasr-el-Nil, Le Caire.

Espagne. — Estai Libreria : Balmes 84, Barcelona (400 pesetas).

— Libreria Easo : Plaza de Guipuzcoa, San Sebastian.

Grande-Bretagne. — Duckett Ltd : 140 Strand, London (£ 2,7,6 d).

Italie. — Librairie Internationale : Via Pio X, 8, Roma.

— Librairie Française : 22, Piazza San Luigi dei Francesi, Roma (3.840 liras).

Liban. — Librairie du Foyer : rue de l'Emir Bechir, Beyrouth (21 livres libanaises).

Pays-Bas. — Librairie H. Coebergh : Ged oude Gracht, Haarlem (22 florins, 50).

Portugal. — Editorial Alpha et Omega : rue Eugénia-dos-Santos, 76-2, Liosboa.

Suisse. — Rosen Verlag : Amerbach 35, Bâle.

— Librairie Méroz : 12, boulevard Georges-Fadon, Genève.

— Librairie Lombard et Ryter : 5, boulevard Saint-Jean, Lausanne.

Syrie. — Le Phare : rue Telalt, B.P. 391, Alep.

Uruguay. — Mosca Hermanos S.A. : Avenida del 18 de julio, Montevideo (\$ 7,5).

A nos lecteurs,

PLUS de cinq cents lecteurs ont usé l'an dernier des possibilités que nous leur offrions avec notre formule d' « abonnements-cadeaux ». Nous pensons qu'ils seront plus nombreux encore cette année : nos lecteurs sont eux-mêmes plus nombreux et, à l'heure où se prépare activement et partout le concile, les « Informations Catholiques Internationales » s'imposent encore davantage comme la revue qu'il faut suivre et faire connaître.

Si vous offrez un abonnement à tel ou tel de vos parents ou amis de France ou de l'étranger, à tel curé de paroisse, à tel militant, à tel missionnaire ou à tel couvent, sachez que vous offrez un abonnement à une revue qui monte. De 15 juin en 15 juin, notre tirage est passé de 14.000 en 1955 à 14.950 en 1956, 16.600 en 1957, 17.800 en 1958, 19.350 en 1959 et 24.000 en 1960.

Notre dernier numéro a été tiré à 24.800 exemplaires. Cette progression est significative de ce que cherche aujourd'hui un public sans cesse plus large. Si vous ne craignez pas d'offrir des cadeaux sérieux, vous n'avez donc pas non plus à craindre de décevoir en offrant un abonnement aux « Informations Catholiques Internationales ». Tous les quinze jours tout au long de l'année, les bénéficiaires vous en remercieront.

CONNAISSANT la revue, vous savez ce que vous offrez. Son passé est garant de son avenir. Préoccupés d'information, soucieux en conséquence de suivre l'actualité, nous ne pouvons naturellement pas vous dire ce que sera et ce que nous ferons l'année prochaine. Mais il est une actualité permanente : le concile. Après avoir consulté plus de vingt spécialistes internationaux, nous avons élaboré un programme de « Réflexions », « Dossiers » et « Documents » qui permettra à nos lecteurs d'être « à pied d'œuvre » quand s'ouvrira le concile, de connaître et de comprendre les problèmes et les points de vue qui y seront en débat. Nous commencerons la mise en œuvre de ce programme le 1^{er} janvier 1961. C'est à cette date que prendront effet les abonnements que vous voudrez offrir.

LA fiche encartée dans ce numéro vous donne toutes précisions utiles sur ces « abonnements-cadeaux ». Nous nous sommes efforcés d'en rendre les conditions aussi intéressantes que possible en consentant une réduction de 5 NF sur nos tarifs habituels.

Il vous suffit de détacher, de remplir et de nous retourner cette fiche, en indiquant très lisiblement, les noms et les adresses des personnes que vous désirez abonner, étant entendu qu'il s'agit de nouveaux abonnements à compter du 1^{er} janvier 1961, et non de « Réabonnements ».

Comme l'année dernière, nous avons choisi une carte originale pour dire à ces bénéficiaires de qui leur vient ce cadeau et leur porter vos vœux.

vous présentera le 1^{er} janvier

LE CONCILE

à la mi-temps de sa préparation

★ *Les hommes*

Quelque six cent trente cardinaux, évêques, religieux, théologiens et spécialistes travaillent dans douze commissions et secrétariats. Qui sont-ils ? Que disent de leur œuvre à venir leurs œuvres passées ?

★ *La « machine »*

La préparation du concile est une vaste entreprise. Quels en sont les rouages ? Quelles techniques sont mises en œuvre ?

★ *Les thèmes*

Depuis l'annonce du concile, le 25 janvier 1959, de tous côtés se sont multipliées les analyses, les études, les propositions, les réactions. Qu'est-ce qui émerge de ce bouillonnement d'idées ?

Un grand reportage et une grande enquête
réalisés à Rome par les
INFORMATIONS CATHOLIQUES
INTERNATIONALES